11e année — N° 207 — 25 Septembre 1935 Prix : 2 francs

la Révolution prolétarienne

REVUE BIMENSUELLE SYNDICALISTE RÉVOLUTIONNAIRE

DANS CE NUMÉRO :

OU VA LE LABOUR PARTY ?

Un entretien avec George Lansbury

par J. LEUNOIS

Les saboteurs du mouvement contre la guerre

par P. MONATTE

UN TÉMOIGNAGE

U. R. S. S. 1935

par J. BERGER

Après deux mois de décrets-lois

par R. LOUZON

Les Congrès feront-ils l'unité ?

par M. CHAMBELLAND

Notre enquête sur le « tournant » du Cartel confédéré des Services publics

Réponses de J. Barrué, E. Ploncard, P. Turpin, M. Coudrin et U. Thévenon

ADMINISTRATION ET RÉDACTION, 54, rue du Château-d'Eau — PARIS (10e)

Source gallica.bnf.fr / CODHOS / CEDIAS – Musée social

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue bimensuelle syndicaliste révolutionnaire

(Paraissant le 10 et le 25)

◆

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Trois mois	10 fr.
Six mois	20 »
Un an	40 »

EXTERIEUR

Trois mois	13 fr.
Six mois	26 »
Un an	50 »

◆

ADRESSER LA CORRESPONDANCE

concernant la Rédaction et l'Administration à la *Révolution Prolétarienne* 54, rue du Château-d'Eau, Paris-10e

◆

PERMANENCE :

Tous les soirs, de 18 à 19 heures

◆

Téléph. : **BOTzaris 21-02**

◆

UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS

notre compte chèques postaux : *Révolution Prolétarienne* 734-99 Paris

SOMMAIRE DU N° 207

(25 Septembre 1935)

UN ENTRETIEN AVEC GEORGE LANSBURY

Comment finira l'aventure éthiopienne ? — Quelle action doit mener la classe ouvrière ? — Les prochaines élections amèneront-elles un gouvernement travailliste ? — Les différents courants du Labour Party ..... J. LEUNOIS.

LES SABOTEURS DU MOUVEMENT CONTRE LA GUERRE .. P. MONATTE.

L'avis de Thévenon, délégué à Saint-Denis des organisations de la Loire.

Le passé de M. Valois ..... J. F. CHALLAYE.

« APPORTE DU DEHORS ».

UN TEMOIGNAGE: U.R.S.S. 1935 . J. BERGER.

Notes d'économie et de politique

Après deux mois de décrets-lois ..... R. LOUZON.

A travers les livres

Miliero : « Sous le ciel rouge » ..... M. YVON.

Renaissance du syndicalisme

Les Congrès feront-ils l'unité ? ..... M. CHAMBELLAND.

Le « tournant » du Cartel confédéré des Services publics. — Dernière réponses à notre enquête, de ..... J. BARRUÉ, E. PLONCARD, P. TURPIN, M. COUDRIN, U. THÉVENON.

Le conflit italo-éthiopien ..... J.-P. FINIDORI.

La Ligue Syndicaliste

La Ligue Syndicaliste se propose :

1° De travailler à la réalisation de l'unité syndicale, à la reconstitution d'une seule C.G.T. et d'une seule Internationale syndicale ;

2° De sortir les deux C.G.T., l'une de l'ornière de la collaboration gouvernementale, l'autre de l'ornière de la collaboration politique, pour les ramener dans la voie de l'indépendance syndicale hors de laquelle l'unité est impossible ;

3° De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser dès maintenant le maximum d'action commune contre le patronat et contre l'Etat ;

4° De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales ;

5° De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale, d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

Collection de la « Révolution Prolétarienne »

PRÉCIS DE GÉOGRAPHIE ÉCONOMIQUE

par J. F. HORRABIN

traduit de l'anglais par J. PÉRA

(45 CARTES)

Prix : 9 francs *QUATRIÈME MILLE*

DEUX ANS D'INDOCHINE

UN FLEUVE DE SANG

UNE BROCHURE

« Cette brochure est parfaite. »
Andrée VIOLLIS.

Prix : **UN** franc

Expédiés franco contre un mandat envoyé à notre compte de chèques postaux : *Révolution Prolétarienne*, 54, rue du Château-d'Eau, Paris-10e (Compte n° 734-99 Paris).

OU VA LE LABOUR PARTY ?

Un entretien avec George Lansbury

La motion votée par le Congrès des Trade-Unions préconisait des sanctions, même militaires, à l'égard de l'Italie en cas d'agression contre l'Ethiopie. Les déclarations opposées faites par Lansbury, chef du Labour Party, nous ont révélé l'existence de courants différents au sein de la classe ouvrière anglaise. L'attitude de la Grande-Bretagne est d'un grand poids dans les événements actuels; d'elle peut dépendre la guerre ou la paix en Abyssinie et, par voie de conséquence en Europe. Il nous a donc paru important de nous rendre compte sur place de ce que pensaient les représentants de la classe ouvrière britannique.

Les vacances me laissant quelques loisirs, j'ai pris un billet de « week end » pour Londres. Grâce à l'extrême amabilité de notre camarade Postgate, j'ai pu avoir un entretien avec Lansbury. Malgré les soucis et le surcroît de travail que lui cause sa position actuelle dans le Labour Party, Lansbury n'a pas hésité à se rendre chez Postgate, qui est son gendre, pour donner quelques éclaircissements sur son attitude à un camarade français. Lansbury, dont l'âge sert d'argument à une opposition sournoise, supporte allégrement ses 77 ans; la vivacité de son regard, la fermeté de ses propos indiquent que l'énergie du chef du Labour Party n'est pas entamée. Avec une cordiale simplicité, il répondit aux questions que je lui posais et me fit connaître, sans détours, son opinion sur les événements que la classe ouvrière du monde entier suit avec anxiété.

Comment finira l'aventure éthiopienne ?

Lansbury est persuadé que Mussolini s'est trop engagé pour pouvoir reculer.

« Dès maintenant, me dit-il, des propositions ont été faites à l'Italie, qui lui donnent largement satisfaction. Mussolini ne veut pas les accepter avant d'avoir obtenu un succès militaire qui efface le souvenir de la défaite d'Adoua. L'offensive italienne paraît donc certaine; dès que les armées italiennes auront remporté une victoire les pourparlers reprendront, et Mussolini acceptera les propositions actuelles qui constituent un compromis satisfaisant pour les impérialismes italien et anglais. »

Quelle action doit mener la classe ouvrière ?

Lansbury est profondément pacifiste et religieux (1); il rejette dans tous les cas, l'emploi de la violence.

« Dans l'affaire éthiopienne, déclare Lansbury, il s'agit en définitive, du conflit de deux impérialismes. Quelle que soit la tournure des événements, l'indépendance de l'Abyssinie sera, en fait, supprimée. La classe ouvrière ne peut donc que s'abstenir. »

Un professeur d'économie politique, membre du Labour Party, que j'ai également interrogé, partage sensiblement la même opinion; il m'a affirmé que les ouvriers anglais s'intéressent fort peu aux noirs d'Abyssinie, qu'ils ne sont pas disposés à lutter pour défendre un principe et ne se soucient que de la diminution du chômage et de l'augmentation de leurs salaires.

J'ai alors fait remarquer à Lansbury qu'une grosse majorité du Congrès des Trade-Unions s'est prononcée en faveur d'une intervention militaire contre l'Italie. Lansbury estime que le nombre des partisans d'une telle politique est bien moins important que ne pourrait le faire croire le vote du Congrès. Il reçoit de nombreuses lettres de militants de la base, qui l'encouragent dans son attitude et n'a pas reçu une seule lettre de critique de la part d'un ouvrier.

« La motion votée au Congrès des Trade-Unions, me dit Lansbury, représente surtout les conceptions de l'appareil syndical. »

Un membre du Labour Party, apparenté à Lansbury, m'a signalé, par la suite, que plusieurs délégués n'ont voté la motion au congrès que parce qu'ils ne croyaient pas à la possibilité de la guerre.

(1) C'est pour nous, Français, un sujet d'étonnement que ce mélange de religiosité et de socialisme réalisé par nos camarades anglais. L'esprit religieux est très répandu dans le Labour Party, et très souvent les militants ouvriers ont fait leur premières armes d'orateurs comme prédicateurs laïcs le dimanche dans les temples. La tolérance en ce domaine est encore typiquement anglaise. A titre d'exemple, les deux gendres de Lansbury, que j'ai vus, ne sont pas religieux et l'un d'eux s'occupe spécialement d'édition de livres antireligieux.

Les prochaines élections amèneront-elles un gouvernement travailliste ?

J'allais poser cette question à Lansbury lorsque sa fille, qui est en même temps sa secrétaire, lui rappela que l'heure avançait et qu'il devait se rendre à une réunion. Le chef du Labour Party nous quitta en nous disant au revoir avec sa bonhomie si sympathique.

Les divers camarades du Labour Party auxquels je me suis adressé m'ont répondu unanimement qu'ils n'escomptaient pas prochainement un gouvernement travailliste. Sauf imprévu, les élections qui auront lieu en 1936 (la date exacte n'en est pas encore fixée) donneront environ 200 sièges aux travaillistes. Le Labour Party gagnera donc un nombre appréciable de sièges, puisqu'il n'a que 50 représentants dans la présente Chambre des Communes; mais il sera loin d'avoir la majorité, le nombre total des députés étant de 675. D'ailleurs, les dirigeants travaillistes n'aspirent nullement à prendre le pouvoir dans les circonstances actuelles.

Les différents courants du Labour Party

Le conflit éthiopien a mis au jour des divergences sérieuses au sein du Labour Party. Lansbury doit soutenir une lutte vive contre le comité exécutif du parti. Il a une grande influence personnelle grâce à son passé et à son origine ouvrière. Il aura cependant beaucoup de difficultés à rallier une majorité à son point de vue. M. Thutle, autre gendre de Lansbury, m'affirmait que la motion du Congrès des Trade-Unions était la seule logique et entraînerait le gros des membres du parti. (Dans les cinémas, l'apparition de Mussolini à l'écran est accueillie par de vigoureux coups de sifflet). L'opinion ouvrière anglaise est cependant loin d'être unanime sur les mesures à prendre. La Ligue socialiste organisa, ces jours-ci, d'abord en liaison avec la Chambre syndicale de Londres, puis seule, une conférence qui réunit 1.000 délégués et vota une motion s'opposant à toute sanction, même d'ordre économique, contre l'Italie.

Lorsque j'étais à Londres, certains journaux avaient déjà annoncé la démission de Lansbury; mais cette nouvelle était prématurée. Il n'en reste pas moins que le leader actuel risque d'être mis en minorité au prochain congrès du Parti. Dans cette éventualité, les successeurs désignés comme possibles sont :

Stafford Cripps, représentant la gauche du parti, riche avocat, excellent orateur mais pas suffisamment à la portée des ouvriers;

Morisson, chef du parti au Conseil de Londres, représentant l'extrême droite;

Ernest Bevin, dirigeant le syndicat des ouvriers des transports; il a une grande autorité dans les syndicats; c'est un fin négociateur, mais il pousse le goût de la négociation jusqu'à vouloir éviter tout conflit.

Précisons d'ailleurs que l'unité du Labour Party ne saurait être en cause. Nos camarades anglais ne poussent jamais les discussions suffisamment à fond pour que des divergences d'opinion, même sur des points importants, puissent entraîner une scission. Si Lansbury est mis en minorité, il n'en continuera pas moins à défendre son point de vue à l'intérieur du parti.

***

Du court voyage que j'ai fait en Angleterre et des conversations que j'ai eues avec quelques membres du Labour Party, je rapporte les impressions suivantes :

La classe ouvrière anglaise n'a nullement l'élan combattif d'une classe qui pose sa candidature à la succession, comme classe dirigeante, de la bourgeoisie défaillante. Sa volonté de lutte a été épuisée pour un temps par la grève générale de 1926 qui se termina par la défaite. Handicapée par le poids lourd de ses deux millions de chômeurs, elle attend, dans le cadre capitaliste, la reprise de la situation économique pour améliorer son sort.

En ce qui concerne le conflit italo-éthiopien, une certaine indécision règne dans l'esprit des ouvriers anglais à l'égard des mesures pratiques à prendre; mais le Labour Party et les Trade-Unions suivront le gouvernement britannique dans la politique qu'il décidera d'adopter.

Qu'il me soit permis, pour conclure, de former le vœu que le prolétariat anglais sorte de son isolement et s'efforce, en liaison avec les prolétariats des autres pays, et particulièrement avec le prolétariat français, d'élaborer, sur le plan international, une politique proprement ouvrière, indépendante des politiques gouvernementales.

Jean LEUNOIS.

APPEL A LA SOLIDARITÉ

Après le récit des événements de Brest, par « un Témoin », publié dans notre dernier numéro, nous avons reproduit un appel à la solidarité. Il s'agit de donner aux organisations ouvrières brestoises les moyens de subvenir aux besoins des veuves et des orphelins laissés par les victimes du gouvernement Laval-Herriot-Frossard. Les organisations ont notamment décidé de prendre à leur charge les orphelins.

Les lecteurs de la Révolution Prolétarienne *répondront, nous en sommes sûrs, à l'appel qui leur est adressé. Ils enverront à Brest leur participation, la plus large possible, à l'effort qui s'impose.*

Adresser les fonds au camarade Henri Beler, 6, rue Saint-Sauveur, à Brest, Chèques postaux 23-668, Rennes.

UN TÉMOIGNAGE

U.R.S.S. 1935

Nous avons reçu la visite d'un camarade ingénieur français, que nous connaissions depuis longtemps comme un sympathisant communiste ardent, acharné à défendre l'œuvre de la dictature soviétique, dans son ensemble sinon dans ses détails, au nom de ce « réalisme révolutionnaire » que les dirigeants staliniens de l'Internationale communiste ont opposé si souvent aux critiques de l'opposition. Il vient de faire en U.R.S.S. un séjour prolongé, dans un grand institut de recherches techniques, où il a travaillé en contact étroit avec des techniciens et des savants rattachés à l'industrie lourde, et à ce titre doublement privilégiés. Nous lui avons demandé de résumer pour nos lecteurs l'essentiel des déclarations qu'il a nous a faites. Voici, sans y changer un mot, son témoignage. Même s'ils se trouvaient choqués par certains passages de ce texte, nos lecteurs ne manqueront pas de tirer profit d'une opinion dont nous savons que la sincérité ne peut être mise en doute.

◇◇◇

Après quelques mois de vie en U.R.S.S. et une longue lutte intérieure, je suis arrivé douloureusement à cette conviction qu'il était impossible de découvrir le moindre rapport entre le régime stalinien et le Socialisme, tel qu'un travailleur français peut le concevoir, le souhaiter ou l'accepter. Je pensais devoir en informer dès mon retour, à titre strictement personnel, ceux qui m'attendaient et m'avaient fait promettre de leur dire toutes mes impressions. Mais j'étais bien décidé à garder un silence complet en dehors de ce cercle très restreint de camarades et d'amis. La question ne me paraissait pas, en effet, se poser seulement sur le plan de la vérité objective.

La *croyance* en la « construction du socialisme dans la sixième partie du monde », pensais-je, qu'elle corresponde ou non à la réalité, n'en constitue pas moins une chose très importante et très puissante dans la conscience des travailleurs les plus évolués dans tous les pays. Elle y constitue un *mythe,* mais un mythe au sens sorélien, c'est-à-dire une idée-force dont le rôle est parfaitement réel et qu'on ne saurait traiter comme une contre-vérité pure et simple. Chaque coup que l'on pourrait lui porter ne pourrait laisser le prolétariat qu'un peu plus divisé et un peu moins combattif.

Ce raisonnement ne me paraissait pas absolument détestable, parce que je croyais encore pouvoir rester sûr de deux choses essentielles : 1° du caractère spécifiquement russe des vices les plus intolérables du régime stalinien; 2° de la justesse approximative de la politique de l'Internationale communiste, même pliée aux tristes nécessités de la politique extérieure de l'Etat russe.

En ce qui concerne le premier point, je ne suis pas sûr qu'il ne soit pas encore possible de conserver quelque optimisme. Il était bien nécessaire, en effet, d'être Russe pour avoir l'idée de construire, dans un pays sans routes, les plus grandes usines d'automobiles du monde entier, et pour jouer froidement sur cette carte le pain et le sang de millions de malheureux férocement exploités. Ce n'est qu'en Russie que l'on pourra jamais songer à installer le chiffre record, inutile et absurde, de cinq cents bactériologistes, dans un institut qui ne possède pas cinquante microscopes en bon état... Et l'on ne parvient vraiment pas à se représenter un gouvernement européen provoquant par sa politique agraire la destruction des ensemencements et des trois quarts du bétail dans tout le pays et conseillant ensuite, aux citadins affamés, l'élevage du lapin domestique. Si donc l'on admet que, même conduite par les employés français du grand Staline, la révolution pourrait, chez nous, se dérouler de façon moins chaotique, on peut encore espérer qu'elle ne se verrait pas obligée de conserver au delà d'une première période d'installation la terreur policière comme procédé définitif et permanent de gouvernement et d'oppression.

C'est sur le second point que des faits nouveaux décisifs m'ont fait changer d'opinion. Les commentaires de l'*Humanité* à propos de la déclaration de Staline à Laval ne laissent plus aucun doute sur la politique extérieure que l'Union Soviétique entend suivre désormais et imposer aux sections de l'Internationale communiste. Le mythe du socialisme en U.R.S.S. va servir désormais à faire accepter aux communistes la politique de l'union sacrée, dans tous les pays dont l'Union Soviétique a voulu faire ses alliés. D'un seul coup, et *sans que nous ayons été invités à en discuter entre nous,* il faut que nous acceptions sur l'ordre d'un dictateur qui n'a même pas daigné nous en prévenir une huitaine de jours à l'avance, une modification essentielle de nos conceptions.

Puisque c'est dans ce sens que M. Staline, affameur et bourreau du peuple russe, entend se servir d'un prestige essentiellement basé sur le mensonge, nous pouvons désormais examiner son œuvre et ses actes avec autant de froide objectivité que nous en mettrions dans l'étude d'une réalité extérieure quelconque.

⁂

A vrai dire, il est singulier que la vérité sur la Russie de Staline soit encore aussi mal connue. Ceux qui ont séjourné et travaillé en Union Soviétique, surtout depuis 1930, ont rapporté des témoignages effroyables et parfaitement concordants, auprès desquels il faut tenir pour nuls les bavardages des voyageurs et des « délégués » canalisés par « Intourist » et par la Guépéou. Il y a longtemps que la vérité nous serait connue si nous les avions écoutés avec

objectivité; mais nous avons préféré crier à la calomnie et boucher nos oreilles.

Ce que j'ai vu, et tout ce que j'ai appris sur place, me permet de confirmer l'essentiel de ce que j'aurais pu et dû savoir avant mon départ :

Misère générale. Etat permanent de sous-alimentation dans les villes, allant parfois jusqu'à la famine. Pénurie de vêtements chauds, dans un pays où le froid peut atteindre en hiver 40 degrés au-dessous de zéro (un coup d'œil dans la rue, en janvier, suffirait pour ruiner d'un coup les illusions d'un visiteur français). Recrudescence de la criminalité et du vagabondage des enfants : les nouveaux « bezprizorne » sont les enfants des paysans déportés par millions vers le Nord, dans des conditions de férocité inouïes, pendant les années de la collectivisation forcée. Cette misère n'est nullement acceptée par la population. Pour la faire admettre, il a fallu renforcer l'appareil de mouchardage, de surveillance et de répression, doter l'armée et la police de privilèges exorbitants et surtout supprimer toute possibilité d'expression des masses. Non seulement il n'existe en U.R.S.S. aucune trace de démocratie, même limitée aux membres du parti communiste, mais toutes ces garanties ouvrières, que l'on nous donnait comme les institutions typiques de la « dictature du prolétariat », ont été supprimées les unes après les autres : inspection ouvrière et paysanne, élection libre du délégué ouvrier à la direction des entreprises, parrainage des unités de l'armée rouge par les usines, pour ne citer que les plus caractéristiques. Que répondions-nous lorsqu'on nous demandait de dire ce qui distingue le socialisme d'Etat d'un capitalisme d'Etat ? Nous citions ces garanties ouvrières et cela suffisait. Que reste-t-il à dire aujourd'hui ? Rien. Qu'importe que toute individualisation du profit soit éliminée, si un Etat dictatorial, sur lequel les citoyens n'ont aucune influence, pousse l'exploitation et l'oppression des individus à un degré qu'aucun capitaliste n'oserait rêver, sous un régime politique libéral et même fasciste ? La situation matérielle de l'ouvrier russe non qualifié est inférieure à celle d'un chômeur secouru en France.

Si les mots ont un sens conforme à celui que leur assignent les dictionnaires, il doit être entendu, une fois pour toutes, qu'il n'existe en U.R.S.S. ni soviets, ni syndicats, *ni parti communiste*. Les assemblées ouvrières n'ont pas d'autre rôle à remplir que celui de recevoir des décisions prises en dehors d'elles, les assimiler et les approuver. Elles ne sont jamais appelées à en discuter le fond. Elles peuvent remplir des tâches d'administration, mais jamais elles ne peuvent prendre une initiative à proprement parler politique. Comment définir un soi-disant « syndicat » qui ne peut que transmettre à ses cotisants les ordres de l'Etat-patron et ne saurait en aucun cas organiser leur résistance à l'exploitation patronale? Je ne veux pas aborder ici la question de savoir s'il existe des analogies de structure entre le capitalisme d'Etat stalinien et le régime vers lequel prétend se diriger l'Etat fasciste. Mais une chose est certaine : la situation *matérielle et morale* des travailleurs en U.R.S.S. est pire qu'en Allemagne, pour ne citer parmi les pays fascistes que celui que je connais bien.

Je cite quelques faits au hasard :

Prestige militaire. — Léningrad, mars 1935, un sous-officier de la flotte rouge me bouscule au guichet d'un cinéma où je tendais déjà mes deux roubles. J'apprends que les militaires ont le droit de passer en tous temps les premiers au lieu de prendre leur tour. Comme étranger, j'ai le droit d'en faire autant. Mais je n'en use pas. C'est un geste que je ne peux pas faire et c'est ainsi que je comprends le socialisme.

Niveaux de vie. — Un collaborateur scientifique qualifié dans un grand institut gagne 300 à 400 roubles par mois et n'a droit à aucune coopérative (au-dessus de 300 roubles). Or, le kilogramme de pain gris coûte 2,20 roubles, le kilogramme de beurre 32 roubles, une paire de chaussures de mauvaise qualité 100 roubles, un manteau de laine 500 à 1.000 roubles. Pour pouvoir manger seulement, le malheureux travaille dans deux instituts, soit 12 à 14 heures d'activité par jour. Dans le même établissement, une secrétaire dactylographe connaissant une langue étrangère gagne 200 roubles; les aides non qualifiés, de 90 à 120 roubles. J'ai pu voir chaque jour au restaurant coopératif de l'Institut l'un des portiers, vêtu d'innommables haillons, se nourrir de ce que nous laissions au fond de nos assiettes : il gagnait 3 roubles par jour, alors qu'une petite portion de viande garnie coûtait, pour lui comme pour tous, de 1 rouble à 1 rouble et demi.

Dans l'enseignement, les salaires sont encore plus bas. Un instituteur ne peut échapper à la faim qu'en acceptant de faire chaque jour deux ou trois journées normales d'enseignement, soit 8 à 12 heures *d'enseignement continu* par jour.

Une secrétaire de rédaction dans un journal de Léningrad, connaissant deux langues, gagne 230 roubles par mois. La coopérative qui lui est assignée est si mal pourvue qu'elle doit renoncer à y dépenser plus de la moitié de son salaire. Elle relève donc aussi du marché libre. Elle accepte généralement une seconde place et travaille ainsi, au moins, 12 heures par jour pour n'arriver qu'à un niveau de vie encore très bas. Ces indications se rapportent au début de 1935.

La situation est la même dans l'industrie. On a parlé de salaires allant jusqu'à 600 roubles : ils correspondent à une journée de travail de 10 à 12 heures au moins et à des cas exceptionnels. Et d'ailleurs le pouvoir d'achat de 600 roubles ne dépasse pas celui de 600 francs pour les objets de première nécessité; il peut atteindre, par contre, celui de 2.000 francs environ pour les objets autres que la nourriture et le vêtement, par suite d'une invraisemblable inversion du système des prix.

On vous racontera partout en U.R.S.S. la blague que voici, qui est à peine une exagération de la réalité quotidienne : « Alors comment cela va-t-il? Avez-vous une bonne place? — Oui, j'ai une bonne place, ma femme aussi travaille, mon fils et ma fille travaillent aussi. — Ah! Mais, dites-moi, de quoi vivez-vous? — Oh! rassurez-vous, nous avons notre fils aîné qui est chômeur en Amérique et qui nous envoie des mandats d'achat au magasin Torgsin. »

Arrestations en masse et déportations par voie administrative. — J'ai assisté en mars et

avril dernier, à Léningrad, à des arrestations suivies de déportations en masse; le nombre total des déportés, en y comptant les familles, a dû s'approcher de cent mille. Si l'on ne peut préciser, la faute en est à la Guépéou qui ne publie jamais la liste de ses exploits. La presse a annoncé un millier de déportations pour infraction à la loi sur les passeports et permis de séjour. C'était un mensonge impudent. Les gares furent embouteillées pendant deux semaines. Le chemin de fer dut refuser de prendre les bagages. Les malheureux vendaient leur mobilier sur le quai des gares pour un peu de nourriture et huit jours après l'on pouvait voir les magasins d'Etat regorger de meubles d'occasion à vendre.

On a dit que ces gens étaient d'anciens bourgeois prêts à trahir la patrie socialiste, une boue de parasites, une écume dont il fallait débarrasser la ville de Lénine (*sic*). Toutes les usines et toutes les institutions votaient et faisaient publier dans ce sens des approbations de commande suivies de commentaires injurieux, dans le plus pur style stalinien. Je connaissais plusieurs des déportés. C'étaient de très honnêtes collaborateurs de la technique et de la science soviétiques, d'origine petite bourgeoise, alliés ou en tout cas très résignés, coupables tout au plus d'imprudences de langage rapportées par les mouchards. Certains étaient d'anciens socialistes ou démocrates, enfin des gens pareils à ceux que l'on appelle dans les rangs du « Front Populaire » en notre bon pays de petits bourgeois.

La Guépéou leur assignait la résidence qu'elle voulait, sans tenir aucun compte ni de leur désir, ni de la possibilité de continuer leur travail, ni même des désirs exprimés par le chef de l'institution où ils travaillaient à Léningrad.

Aux imbéciles qui me reprocheraient de m'intéresser au sort d'êtres humains « d'origine bourgeoise », je répondrai seulement ceci : les mêmes méthodes de terreur sont appliquées successivement, par vagues, à toutes les classes de la population. En mai dernier, j'ai rencontré sur la ligne Witebsk-Kiev des wagons à bestiaux pleins de paysans. En ce moment même, la répression frappe à gauche, dans les rangs du parti communiste.

Paroles de bandits. — Quelques réflexions surprises dans la bouche de staliniens disciplinés et enthousiastes : « Ces gens qui mendient, ce sont d'anciens bourgeois. Vous devriez vous en réjouir. »

« Il vaut mieux condamner dix innocents que laisser courir un coupable. »

« Un ou deux millions de personnes sont mortes de faim pendant la lutte pour le plan quinquennal? Qu'importe si plus tard ces admirables usines nous permettent de nourrir dix millions de travailleurs de plus! »

Procédés de bandits. — Vers la fin de l'été 1934, je vous laisse le soin de retrouver le numéro, nous avons pu lire dans l'*Humanité* le texte d'un décret du Conseil des Commissaires du Peuple permettant d'emprisonner toute la famille d'un « citoyen » soviétique qui « déserte » à l'étranger. J'avais pensé qu'il s'agissait d'une mesure de défense exceptionnelle applicable seulement dans des cas graves, lorsqu'il s'agissait par exemple d'un personnage porteur de secrets militaires.

Avant mon départ, un ami me signale le cas d'une Française naturalisée Russe depuis vingt ans qui avait voulu rester en France au delà de la durée de son passeport soviétique. Au bout de quelques semaines, elle apprenait que sa fille, âgée de quinze ans, était employée à creuser le métro de Moscou comme condamnée. Je reste sceptique.

En arrivant à Léningrad, une femme qui m'avait demandé la charité à la porte d'un magasin Torgsin me supplie d'avertir de son sort des amis qu'elle avait à Paris. Elle ajoute que pendant son séjour récent à Paris, « ils » ont pris sa petite fille. Je lui donne ce qu'elle demandait et la quitte en haussant les épaules.

Cependant je m'informe et j'apprends que tout cela est un secret de polichinelle. Il y a longtemps que le procédé des otages est appliqué systématiquement. Le décret publié en 1934 n'a fait que légaliser un usage bien établi. Aucun citoyen soviétique ne peut emmener sa famille à l'étranger, même s'il est envoyé officiellement. Il faut bien faire revenir les gens, d'une façon ou d'une autre, dans le paradis « où il n'y a pas de chômeurs », mais où les travailleurs sont plus malheureux que des chômeurs.

J'ai vu des gens âgés, un vieil ingénieur hors d'état de travailler et dépouillé de ses économies; j'ai vu la veuve de l'un d'eux gratifiée d'une *retraite* de *30 roubles* par mois (assurances sociales au frais du patronat!). Ces gens meurent lentement de faim. Aucune organisation de charité publique. Ils voudraient partir pour l'étranger où ils ont des parents. Mais il faut « payer le visa » ; ce visa est payable *seulement en or,* il coûte cinq cents roubles-or (veuillez vous informer à « Intourist »), pour les citoyens soviétiques, ce qui fait 6.600 francs. Voilà donc des gens qui ne peuvent au pays du « socialisme » rien faire d'autre que mourir. Mais ils ne peuvent même pas s'enfuir sans que *d'autres* versent pour eux *en monnaie étrangère* une somme qui constitue *une véritable rançon.* Procédés de gangsters, pitoyables d'ailleurs, car les sommes que l'on peut recueillir de cette manière restent malgré tout négligeables par rapport au budget d'un Etat.

⁂

Que conclure? Je vous avouerai que je ne suis guère capable de vous le dire. Après un tel effondrement de ce qui constituait ma seule certitude, je voudrais surtout, pendant longtemps encore, que l'on veuille bien me laisser penser à autre chose. Il me semble cependant qu'il est un point sur lequel nous pourrions nous mettre d'accord tous, tous et y compris les communistes, et même les communistes russes : il y a désormais plus d'inconvénients que d'avantages à concentrer dans les mêmes mains la direction de l'Etat soviétique et celle du mouvement communiste mondial. Car on ne sait, après tout, vers quoi tend la Russie par la voie effroyable que lui a imposée Staline. Qu'elle achève son expérience, mais qu'elle nous laisse organiser tout autrement la nôtre.

Jacques BERGER.

Les saboteurs du mouvement contre la guerre

Après la double démission de Chambelland et de Louzon, le premier abandonnant la présidence de la Conférence de Saint-Denis le dimanche après-midi, à la suite de la désignation de M. Valois à la commission des résolutions; le second se dépêchant le lundi de remettre entre les mains de Guy Jerram son tablier de secrétaire du Comité organisateur de la Conférence, il convenait d'expliquer nettement les raisons de ces deux gestes. C'est ce qui fut fait dans la *R.P.* du 25 août. Ces explications ont été parfaitement comprises, non seulement dans le cercle de nos lecteurs et de nos amis, mais dans pas mal d'autres milieux.

Un seul reproche nous a été fait : pourquoi avez-vous tardé tant à dire ce que vous pensiez sur le cas Valois ?

Pourquoi ? Mais précisément parce que nous voulions éviter toute discussion sur ce point; parce que nous pensions qu'il suffisait d'indiquer qu'un tel nom handicaperait le mouvement pour que d'un avis à peu près unanime — l'intéressé compris — il fût écarté. Nous voulions éviter le débat au fond. Non point que nous le craignions pour nous-mêmes, mais pour ses conséquences sur le mouvement à son départ. Nous avons sans doute eu tort. A la suite de je ne sais quelle savante cuisine, certains qui pensaient comme nous au début ont été retournés en cours de route, ont voté à Saint-Denis pour M. Valois ou se sont abstenus. Si bien que de toutes les organisations qui avaient déclaré se retirer si M. Valois était envoyé au Comité, une seule, l'Union anarchiste, maintenait son point de vue.

Nous avions rempli le rôle ingrat de conciliateurs aussi longtemps que nous l'avions pu. Mais ce rôle était fini.

La Conférence de Saint-Denis avait parfaitement le droit d'appeler qui elle voulait, même M. Valois, à la tête de son organisation. Restait la manière d'en décider. Je n'ai pas compris que Dommanget, Salducci, Collinet aient montré une telle ardeur à empêcher de parler les adversaires de la désignation de M. Valois. J'ai moins compris encore que Bouet et Serret n'aient pas demandé à leurs amis de respecter la liberté de parole de leurs contradicteurs. Restait la manière...

Restait aussi le droit pour nous de faire ce que nous regarderions comme notre devoir. On ne nous ferait pas accepter la présence de M. Valois à la direction d'un mouvement auquel nous participerions. Nous ne donnerions pas à ce mouvement la caution de la *Révolution Prolétarienne*.

◇◇◇

Depuis lors, la commission des résolutions issue de la Conférence de Saint-Denis nous a envoyé trois délégations, le lundi 2 septembre, le samedi 7, le samedi 14. Il n'est pas inutile de rendre compte brièvement des entretiens avec ces délégations.

Le lundi 2, la délégation comprenait les camarades Beaurepaire, de la gauche socialiste, Rolland, du rayon de Saint-Denis, et Péro, un jeune trotskyste.

En son nom, Beaurepaire me demanda si, dans le cas où Valois sortirait de la commission des résolutions, la *R.P.* consentirait à rentrer dans cette commission.

Je répondis que nous l'avions écrit et que nous ne nous dédirions pas.

Beaurepaire voulut savoir alors si, une fois rentrés, nous dépenserions la même activité qu'avant la Conférence.

Je ne pus lui cacher que nous n'y retournerions pas avec nos illusions et nos espérances du début. Pour ma part, je n'avais pu assister à la Conférence, mais les réunions antérieures du Comité m'avaient incité à douter de la possibilité de travailler entre camarades dont les uns veulent travailler contre la guerre et l'union sacrée, mais dont les autres n'envisagent qu'un sous-produit de cette lutte, la formation d'un nouveau parti et d'une IVe Internationale.

Beaurepaire me donna connaissance d'une lettre de Marceau Pivert, pleine d'admiration pour Valois et posant à la *R.P.* cette question : « Si Valois était délégué au Comité par la gauche du parti socialiste, refuseriez-vous encore de siéger? »

Sans hésitation, je répondis que nous ne siégerions pas davantage. Libre à Marceau Pivert de se suicider politiquement.

Le jeune trotskyste Péro se déclara alors en mesure d'obtenir le retrait de Valois. Déjà il avait obtenu le vote par deux groupes oppositionnels, dont la Lutte léniniste, d'un texte qu'il pensait pouvoir faire adopter par les Jeunesses socialistes. Ce texte, comportant deux paragraphes, affirmait dans le premier sa sympathie pour Valois, mais lui demandait, dans le second, de se retirer du Comité pour enlever un prétexte à ceux qui veulent saboter le mouvement contre la guerre.

Je ne pus m'empêcher de répondre un peu vivement. Ainsi, c'est nous qui cherchons un prétexte et c'est nous qui sabotons le mouvement contre la guerre! Gardez donc ça pour vous. En tout cas, n'espérez pas notre rentrée sur un texte pareil.

Je demandai, en outre, ce que signifiait le communiqué de l'*Œuvre* fait par René, le nouveau secrétaire adjoint du Comité, disposant sans nous rien demander du titre de la *R.P.* et de notre siège. Beaurepaire et Rolland convinrent que c'était au moins une incorrection.

Après cet entretien, prise entre sa sympathie pour M. Valois et le désir de nous voir revenir, qu'allait trouver la Commission ?

Le samedi 7, Beaurepaire, cette fois seul, vint nous soumettre une nouvelle proposition : Un Comité, au-dessus de la Commission des résolutions, serait formé de représentants des grandes organisations (Saint-Denis, Fédération unitaire de l'Enseignement, Gauche socialiste, Ligues de combattants); Valois ne serait pas dans ce Comité. On avait pensé nous y faire place indirectement en comptant les syndicats confédérés parmi les grandes organisations, mais il n'y a pas de syndicats adhérents, rien que des individualités.

J'objecte que Valois reste à la Commission.

Nous ne pouvons pas accepter. Je conseille alors de convoquer sans nous la Conférence de septembre. Faites cette conférence; mettez Valois à la porte; tracez le travail du Comité. Alors nous verrons si nous pouvons rentrer.

Ce serait possible, répond Beaurepaire, si la Conférence elle-même pouvait se tenir. Mais si vous ne venez pas, Saint-Denis ni les Ligues de combattants ne viennent pas non plus; ils ont déclaré calquer leur attitude sur la vôtre.

Quoi répondre d'autre que : débrouillez-vous. Vous savez ce que vous avez fait. Défaites-le maintenant. Ça vous regarde.

La Commission s'est débrouillée. Elle nous a annoncé le samedi 14, par le canal de Colette Audry, représentante de la Fédération unitaire de l'Enseignement, que Valois s'était retiré, que la Commission ne voyait plus aucun obstacle à notre participation à ses travaux.

Nous avons pris acte de cette décision. Mais, en raison de la résolution lue par Péro lors de la première délégation, nous avons demandé sur quelle résolution s'était produit le départ de Valois et à en avoir connaissance.

C'est sur une motion des Jeunesses socialistes, répond Colette Audry, mais elle n'en a pas le texte sous la main; elle nous l'enverra.

Elle nous l'a envoyé sous la forme d'une lettre à *Nouvel Age,* ainsi que les comptes rendus faits à la Commission par les deux premières délégations. Comptes rendus présentant faussement nos entretiens. Lettre à *Nouvel Age,* qui est le développement de la résolution que nous avait lue Péro.

Le « noyau » n'a pas encore eu l'occasion d'en discuter. Mais je crains fort qu'il ne goûte mal cette manière de se moquer de nous.

Si la Commission voulait démontrer qu'elle est incapable d'autre chose que de continuer le sabotage du mouvement contre la guerre, sabotage si bien commencé à Saint-Denis, elle ne s'y prendrait pas autrement.

P. MONATTE.

P.-S. — *Dans sa réunion du 21 septembre, le « noyau » a décidé de rompre définitivement avec les amis de M. Valois.*

L'avis de Thévenon, délégué à Saint-Denis des organisations de la Loire

L'idée d'une conférence contre la guerre et contre l'Union Sacrée avait reçu l'approbation de nombreux militants de la région stéphanoise. Une adhésion de principe avait été décidée au cours d'une réunion à laquelle nous avions convié une cinquantaine de militants de divers groupements. Y assistaient : de vieux militants comme H. Lorduron, ancien secrétaire de l'U.D., Rivollier des verriers unitaires, Dubouchet du parti socialiste, Deléage des teinturiers; des jeunes pleins d'ardeur comme Caillet, des syndicalistes purs comme Poinard; les mineurs avec Arnaud, Navant de Firminy... Pour la plupart nous placions de grands espoirs dans cette première rencontre de tous les pacifistes internationalistes; nous y voyions le point de départ d'un mouvement plus vaste appelé à redresser l'ensemble du mouvement ouvier et à remettre en honneur les vieux principes du socialisme révolutionnaire, aujourd'hui oubliés ou reniés par tous les planistes, ceux selon Staline, ceux selon de Man.

Dès que la date de la conférence fut connue, la Bourse du Travail de Saint-Etienne (qui groupe 34 syndicats, confédérés, autonomes, C.G.T.S.R.), le syndicat unifié des mineurs, le vieux syndicat des teinturiers, la section du S. N. des instituteurs, la Bourse du Travail de Firminy, la Ligue des Combattants de la Paix, envoyèrent leur adhésion. A Saint-Denis nous étions trois de la Loire : Robert, Thévenon pour la Bourse du Travail de Saint-Etienne, Arnaud pour les mineurs. Nous fûmes heureux d'y retrouver les amis de toujours et de voir une grande affluence de jeunes. Le mouvement révolutionnaire n'était pas enterré, on allait pouvoir repartir.

Mais notre joie fut de courte durée.

Tout alla bien pendant les exposés de Louzon et de Serret, mais dès que nous vîmes la tribune envahie par les ardents délégués des groupements communistes ou communisants (non-staliniens), l'inquiétude nous gagna. Qu'on critique Staline ou les dirigeants des Jeunesses socialistes, cela pouvait se comprendre, à condition que cela ne constituât pas l'essentiel des exposés. Mais qu'on oublie totalement le but de la conférence pour s'attacher uniquement à nous convaincre de la nécessité d'une nouvelle internationale ou d'un nouveau parti, voilà qui dépassait les bornes. Dès le samedi soir nous étions dégoûtés.

Nous n'étions pas au bout de nos désillusions pourtant. Le dimanche il fallut subir Treint, une jeune trotskiste qui nous fit une longue lecture, encore des jeunes de l'élite, heureux de trouver un auditoire et d'exposer des théories méticuleusement élaborées à dix, loin des « masses », loin des usines. Nous avions pensé dire quelques mots au nom des organisations qui nous avaient délégués (Arnaud avait demandé 5 minutes, moi 2), nous n'en avions plus envie. Puis voici Valois qui veut nous expliquer ses volte-face et se faire accepter à la commission. C'est le comble. Nous n'avons plus rien à faire à cette conférence devenue un meeting bruyant. Quand Chambelland quitta la salle, Barrué, Arnaud et moi avions déjà décidé de partir. Peu après j'allais pourtant à la commission des résolutions, mais ce n'était que pour exprimer toute notre déception.

Vraiment, il est impossible de travailler avec ces trop purs révolutionnaires, bien trop convaincus d'avoir raison, dans leur isolement, pour pouvoir rester dans le cadre d'une discussion déterminée à l'avance par un ensemble d'organisations. Ils n'ont gardé du parti communiste officiel que ce qui en fit le destructeur de nos organisations ouvrières. Au fond ils méprisent les ouvriers, non parvenus à « la maturité politique » et incapables de se diriger sans une élite de révolutionnaires professionnels; il sont incapables de ne voir dans les organisations ouvrières autre chose qu'un terrain propice à l'expérimentation de leurs « théories» et un moyen de toucher et diriger « les masses ». Il est même à craindre que cet esprit de secte ne subsiste encore chez de bons camarades de la Fédération unitaire de l'Enseignement qui ne peuvent renoncer aux fractions organisées pour faire triompher leurs idées. Il serait temps pourtant, que de toutes parts, on renonce à s'imposer dans les organisations par d'habiles manœuvres soigneusement préparées avant les assemblées régulières. La valeur des idées, la solidité de l'argumentation, la force de conviction doivent suffire pour gagner la confiance des travailleurs organisés.

Quant aux Valois, ils devraient avoir la pudeur de faire leurs preuves dans le rang avant de s'imposer à des postes de confiance.

Je ne sais ce qu'il restera de la conférence. Une commission a été désignée en fin de séance pour organiser la propagande contre la guerre et contre l'Union Sacrée. Il est bien à craindre qu'elle ne soit vouée à n'agir que dans des milieux très restreints et à se borner à une agitation superficielle.

La conférence ne pouvait réussir que dans la mesure où, par la valeur et le sérieux des camarades mis en avant pour organiser la propagande, par la netteté de la résolution finale condensant les idées essentielles communes à tous les internationalistes, elle allait pousser tous les militants ouvriers sincères et non éblouis par la mystique « patrie socialiste » à se ressaisir.

Car il ne faut pas simplement se préoccuper de provoquer des mouvements de foule. C'est si trompeur! Il faut avant tout remettre sur pied notre mouvement ouvrier, notre mouvement syndical surtout, le plus qualifié pour dresser les travailleurs contre la guerre, le moins susceptible, de par sa structure, de céder aux courants d'opinion qui soulèvent les foules et les partis, et les entraînent quelquefois vers des buts qui ne sont point conformes aux intérêts du prolétariat.

Mais pour que le mouvement syndical accomplisse sa mission, il lui faut, de la base au sommet, dans tous les centres, des militants clairvoyants, décidés à l'action, capables de conserver leur sang-froid en toutes circonstances. Il en existe de ces militants, nous pouvons les amener à s'affirmer et à se connaître, nous devons en former d'autres. Ainsi peut se constituer, parallèlement à la propagande qui prépare les travailleurs à la grève générale, une opposition solide, irréductible, jouissant de la confiance des travailleurs et capable de les entraîner, de les dresser en bloc contre la guerre, capable d'éviter une nouvelle abdication ou une débandade.

Selon que nous serons plus ou moins avancés dans cette voie, la résistance à la guerre sera plus ou moins grande. Si nous avons eu le temps, l'unité aidant, de redresser notre mouvement syndical, alors nous serons en droit d'espérer une riposte victorieuse. Pas avant.

U. Thévenon.

Le passé de M. Valois

Les lecteurs de la *R. P.* trouveront certainement un intérêt piquant (et se marreront doucement) à lire un livre signé de G. Valois et François Renié (!) paru en 1911 et intitulé : *Les manuels scolaires.*

Quelques citations pour amorcer la lecture :

« *Aulard, Brunot, Seignobos, Séailles et avec eux Durkheim, Lévy-Bruhl et Bouglé portent la responsabilité de l'avilissement de l'esprit public* » (p. XIV).

« *Toute personne raisonnable réclamera l'internement de ces fous dangereux qui nous préparent des générations d'aliénés* » (p. 182).

« *L'instituteur est un libérateur, écrit Payot — et il indique les raisons qui viennent à l'appui de cette énorme sottise* » (p. 255).

« *La page fameuse de M. Payot sur le patriotisme, on en retrouve les principaux éléments dans un livre écrit par un homme qui a usé sa vie contre le patriotisme français... le juif Bernard Lazare* » (p. 293).

« *Les manuels répandus dans les écoles françaises ouvrent la France à l'invasion et ajoutent deux corps d'armée aux troupes de l'empereur d'Allemagne* » (p. 298).

« *Et le jour est peut-être proche où les vrais travailleurs... brûleront sur la place les bulles des Pontifes laïques* » (p. 310).

N'est-ce pas assez significatif ?

Jeanne F. Challaye.

« APPORTÉ DU DEHORS »

Si nous en croyons un numéro ultra-confidentiel du journal de M. Valois, nous serions « dépités » de la majorité obtenue à la Conférence de Saint-Denis par ledit M. Valois.

Toujours selon le même numéro ultra-confidentiel, en dénonçant M. Valois dans la *R. P.* du 25 août, nous aurions commis la « grave erreur » d'écouter ce qui nous aurait été « apporté du dehors ».

Certainement, le roi des feuilletonistes veut insinuer que la *R. P.* aurait été documentée sur M. Valois par Finaly. Rien de moins. De quoi se marrer.

Tranquillisons M. Valois. Nous n'avons été documentés que par lui-même. Quant à notre article sur le cas Valois, il était tout entier de la main de notre ami Louzon. Après lecture et discussion, le « noyau » décida de le faire sien.

Voilà ce que M. Valois dit être « apporté du dehors ». Ce nest pas de notre faute si ses difficultés financières — l'homme est aux abois, son numéro ultra-confidentiel le prouve — ont amené l'ex-aspirant dictateur dans un état voisin du délire.

Dépités ? Nous le sommes certainement moins que ne le seront avant peu les braves gens qui continuent d'apporter à M. Valois leur confiance et leur argent.

M. Valois à Reims

Le camarade Gérard, de Reims, nous adresse d'utiles précisions relativement à l'affirmation de M. Valois selon laquelle les « faisceaux » du *Nouveau Siècle* « ont toujours eu pour ordres formels de ne jamais entrer en conflit avec les organisations ouvrières. »

Lors de la marche sur Reims, les 26 et 27 juin 1926, la ville fut déclarée presque en état de siège, les flics et la gendarmerie furent sur le pied de guerre. Grâce à la bienveillance du maire Marchandeau, Valois et ses matraqueurs en chemise bleue, renforcés de J. P. venus en auto, de tous côtés du territoire, entrèrent en violent contact avec les anarchistes et les communistes sur la place du Parvis au moment où Valois déposait une gerbe de fleurs à la statue de Jeanne d'Arc.

A cette première bagarre, Valois dut son salut dans la fuite à la faveur d'une charge de gendarmes à cheval, sous le commandement du capitaine Agostini; deux autres bagarres eurent lieu dans différents endroits de la ville, les fascistes furent secondés par les gendarmes, les matraqueurs à Valois prirent à un pauvre bougre de communiste le fanion du Club Sportif du Travail, que le lendemain le Nouveau Siècle *reproduisit en cliché.*

A la suite de ces bagarres, des arrestations furent opérées par les flics à Marchandeau, le dénouement eut lieu devant le tribunal correctionnel, des membres de l'A.R.A.C., furent condamnés pour violence à la force publique, et des membres du Faisceau pour usage et port d'armes prohibées, les journaux régionaux de l'époque en font foi.

La « Révolution Prolétarienne » ne vit que de ses abonnements.

Ami lecteur, si tu veux qu'elle vive et se développe, procure-lui de NOUVEAUX ABONNES.

Après deux mois de décrets-lois

Voici deux mois maintenant que les décrets-lois Laval ont été pris. C'est suffisant pour que le « choc psychologique » qu'ils devaient causer ait eu le temps de produire ses effets, le propre d'un choc étant d'agir rapidement.

Au point de vue de la « reprise économique », échec complet, aussi total qu'il est possible. Aucun des indices périodiquement publiés n'indique la moindre « reprise ». Au contraire, celle qui avait commencé à se manifester en mai-juin — lorsque était apparu l' « espoir » de l'inflation — est complètement arrêtée.

Voici, en effet, les chiffres relatifs aux deux indices les plus caractéristiques de l'activité économique, celui du nombre des wagons chargés sur les chemins de fer, et celui du nombre des chômeurs secourus.

Le nombre des wagons chargés se tient au plus bas. Du début de l'année à fin août, ce nombre était de 6,69 % inférieur à celui de la période correspondante de l'an dernier, et il continue à se maintenir chaque semaine aux environs de cette proportion, ayant même atteint pendant la seconde semaine d'août le chiffre record de 9,96 % de moins que pendant la semaine correspondante de l'année précédente.

Qu'on ne vienne pas dire que cela est dû à la concurrence des transports sur route. Depuis que pour conserver du trafic au chemin de fer on a frappé d'impôts draconiens les transports sur route, pénalisant ainsi le mode de transport le plus économique et le plus commode (ô progrès!), le nombre des camions automobiles a diminué de 28 % !

Donc réduction des transports sur route, maintien pour le moins de la réduction des transports par chemin de fer, telle est la première chose qui montre que l'activité économique, loin de reprendre, s'est ralentie.

Le second signe est celui que fournit le chiffre des chômeurs. Tout en restant considérablement supérieur à celui de l'an dernier, le nombre des chômeurs secourus avait baissé au cours de ces derniers mois, comme toujours à la belle saison, mais, comme toujours aussi, il recommence à grimper avec la fin de l'été. L'avant-dernière semaine d'août a vu, au lieu d'une diminution de plusieurs milliers comme les semaines des mois précédents, une augmentation du nombre des chômeurs de plus de 600. Renversement de la tendance qui se produit juste au même moment qu'il y a deux ans.

La « déflation », ce n'est que la déflation des salaires

Donc, au point de vue de la « reprise », échec complet. Il n'en est pas de même au point de vue de la « déflation ». Celle-ci a été faite et réussie. Non pas certes que les prix aient baissé, mais nous n'avons cessé de dire depuis que le mot et la chose ont été lancés, que la déflation ce n'est pas du tout la diminution des prix, mais seulement la *diminution des salaires*, des salaires réels, la soi-disant diminution des prix qui doit accompagner la diminution des salaires n'étant qu'un attrape-nigauds destiné à faire avaler la pilule. Or, à ce point de vue, l'opération a parfaitement réussi, on le constate déjà dans les indices des prix.

En effet, comparons les indices des prix (1) fin juin, c'est-à-dire quinze jours avant les décrets-lois, et ceux au 14 septembre, les plus récents que j'aie à la date où j'écris.

L'indice général des prix était fin juin à 344, il était au 14 septembre à 346. Donc, en fait de diminution, c'est une hausse.

Bien plus; quels sont les prix qui ont augmenté? Sont-ce ceux des produits étrangers, les produits importés, sur lesquels auraient pu agir évidemment d'autres causes que les décrets Laval? Nullement. L'indice des produits importés est resté parfaitement stable, à 303; c'est uniquement l'indice des produits nationaux, ceux-là seuls que les décrets Laval pouvaient avoir la prétention de faire baisser, qui a augmenté, passant de 366 à 371.

Donc, en fait de « déflation des prix », hausse des prix.

La statistique nous donne séparément les indices des denrées alimentaires et des matières industrielles. Or, lequel a augmenté? Naturellement celui des denrées alimentaires. Il est passé, depuis les décrets-lois, de 333 à 347, soit une augmentation de 4 % qui diminue ou va diminuer, dès qu'elle se sera répercutée dans le commerce de détail, le salaire réel de l'ouvrier de 4 %.

Le salaire réel de l'ouvrier aurait donc diminué de 4 %, même si son salaire nominal (le nombre de francs qu'il touche) n'avait pas diminué. Mais, en fait, ce salaire nominal a, lui aussi, diminué comme l'indique le fait que l'indice des matières industrielles, lui, a baissé, — c'est le seul qui ait baissé! — passant de 353 à 347, baisse qui s'explique par une baisse du salaire nominal. L'industrie privée a suivi l'exemple que lui donnait l'Etat.

Le plus grand succès

Donc, succès matériel incontestable de la bourgeoisie française. Les décrets Laval lui ont permis d'augmenter le taux de la plus-value, d'accroître le degré d'exploitation du prolétariat par l'abaissement des salaires réalisé sous la double forme de la diminution du nombre de francs payés par heure de travail, et de la diminution du pouvoir d'achat de ces francs (en ce qui concerne au moins le plus grand usage qu'en fait l'ouvrier : s'acheter de quoi manger).

Mais ce succès matériel s'est doublé d'un succès moral plus considérable encore : il a été obtenu sans bataille, sans résistance du prolétariat. Lorsque le prolétariat a voulu résister, lorsqu'il a commencé à se battre, tous ses « chefs », tous ceux qui s'affirment ses « représentants », tout son « appareil », s'est immédiatement dressé pour lui briser les reins.

Alors que les événements de Brest et de Toulon montraient quelle température avait été atteinte en certains points, alors qu'ils trouvaient l'écho le plus sympathique dans toutes les corporations, alors que

(1) Il s'agit des prix de gros, les indices des prix de détail ou du coût de la vie ne présentant aucune garantie.

la grève des marins du Havre si rapidement victorieuse montrait combien le gouvernement avait peur des grèves, une seule préoccupation hantait l'esprit des « dirigeants ouvriers » : faire cesser à tout prix tout mouvement et sous toutes les formes. Pour cela, on dressait, d'une part, le spectre de l'agent provocateur, et on noyait, d'autre part, l'agitation dans des meetings platoniques de pure protestation, des envois de « députés enquêteurs » et des demandes de convocation des Chambres.

Vieux trucs, qui furent toujours employés par les partis politiques dits ouvriers pour empêcher l'action directe ouvrière, et amener ainsi le prolétariat à subir de bonne grâce, dans l' « ordre » et le « calme », la volonté de la bourgeoisie. Trucs qui réussissent d'ailleurs toujours, dès que n'existe pas un mouvement syndical rigoureusement indépendant des mouvements politiques, et suffisamment puissant pour s'opposer à eux.

Il faut cependant ajouter qu'il y avait longtemps que ces trucs n'avaient été employés avec autant de cynisme et de brutalité.

Si les camarades ont jeté, pendant ces journées, un coup d'œil sur les journaux de l'aile radicale du Front populaire, tels que l'*Œuvre*, ils en auront facilement découvert la raison.

Aussitôt les premiers événements de Brest, l'*Œuvre* s'écriait : « Si c'est ça le Front populaire, nous n'en sommes pas; il faut rétablir l'ordre et par tous les moyens ». Puis, parlant de la lutte pour les salaires, cette lutte pour le pain, elle s'élevait contre le fait de lutter pour des intérêts si « égoïstes », déclarant qu'elle n'était que pour une lutte en faveur de réformes générales comme celles contenues dans le plan de la C.G.T.! L'organe officiel du radicalisme de gauche opposait ainsi (et avec raison!) le plan de la C.G.T. à la défense du salaire, et menaçait de dénoncer le Front populaire si celui-ci s'avisait de défendre le salaire autrement que par de vaines protestations.

Dès lors, que pouvaient faire les tenants du Front populaire, staliniens ou confédérés? Ou ils défendaient le salaire, ou il leur fallait rompre le Front populaire. Leur choix n'était pas douteux; pour ne pas rompre le Front populaire, ils ont étranglé toute défense réelle du salaire.

En toutes circonstances analogues, il en sera toujours ainsi. Et cela pour une raison très profonde. Quelque illusion en effet dont on aime à se nourrir à cet égard, *on ne ruse pas avec la lutte de classes*. On ne peut s'allier avec aucune fraction de la bourgeoisie quelle qu'elle soit, qu'il s'agisse de la petite ou de la grande, pour défendre les intérêts ouvriers, car les intérêts ouvriers et les intérêts de la bourgeoisie, de toute la bourgeoisie, sont non seulement inconciliables, mais violemment antagoniques.

Certes, on peut allier le prolétariat et une fraction de la bourgeoisie pour mettre au gouvernement et dans les places des hommes empruntés à la fois aux cadres du prolétariat et à ceux d'une fraction bourgeoise; certes, on peut recouvrir du drapeau du prolétariat un programme spécifiquement bourgeois comme celui du plan de la C.G.T., un programme de « réformes » qui ne donne pas un atome de droit de plus au prolétariat, on peut, en un mot, sous couleur qu'il faut chercher des alliés, continuer à faire jouer au prolétariat le rôle qu'il joue depuis 150 ans : se battre et se faire tuer au profit d'une fraction de ses maîtres contre les autres, — mais ce qui est impossible, c'est s'allier à une fraction bourgeoise pour la défense d'intérêts ouvriers. Une telle alliance n'a jamais eu pour résultat que de paralyser cette défense; toute l'histoire, jusques et y compris celle des derniers événements, le montre.

R. Louzon.

A TRAVERS LES LIVRES

MILIERO : Sous le ciel rouge (Editions Adyar, 4, square Rapp, Paris-VIIe; 260 pages, 15 francs).

En 1925, un jeune ingénieur mécanicien d'aviation, sergent pilote de l'armée française, est désigné pour le Maroc. Il préfère déserter et partir pour une Russie communiste qui l'attire « sa conscience lui défendant d'aller bombarder des villages et des marchés, et de tuer des femmes et des enfants » écrit-il à sa mère.

Pendant neuf ans il reste dans l'armée rouge (aviation), y conquiert les grades de lieutenant puis de capitaine et se spécialise dans l'étude et l'organisation du « pilotage sans visibilité ».

En 1933, ne pouvant plus supporter le régime, il se présente à l'Ambassade française de Moscou et déclare vouloir faire sa soumission. En janvier 1935 il rentre, avec sa femme et son enfant, et se constitue prisonnier. Condamné pour désertion, il purge actuellement sa peine dans les geôles militaires françaises.

Telle est non pas l'histoire d'un roman, mais celle de la vie de Miliero lui-même.

Sous le ciel rouge, journal écrit sur le vif en U.R.S.S., développe le drame de conscience de l'auteur. La réalité si décevante de l'U.R.S.S. a créé chez cet intellectuel révolutionnaire un sentiment de vide effrayant que connaissent bien tous ceux qui ont saisi le véritable sens de l'échec bolchévik. Il s'efforce d'y échapper; et les exigences de son idéalisme extrême, alliées au besoin de foi et d'espoir, le ramènent sur lui-même, dans un monde exclusivement moral !

Mais le livre n'est pas que cela, c'est encore un témoignage sérieux, exact et dénué de toute animosité; chose rare que nous ne saurions trop recommander aux camarades.

On trouve là posés ou effleurés plusieurs des grands problèmes de la révolution russe. Au témoignage irréfutable de la misère matérielle, de la contrainte morale et du nouvel esclavage se mêlent des vues nouvelles du problème social qu'il faudra bien étudier à fond un jour :

L'insuffisance d'un matérialisme exclusif.

L'inhumanité inévitable du règne de la science.

L'économie « planifiée »; sa viabilité et ses conséquences : la société « organisée », toute de contrainte, et le cerveau « qualifié » (nouvelle classe) qui exploite le reste et pense pour lui.

Quels liens y a-t-il vraiment entre le développement des forces de production et la libération des travailleurs ?

L'intérêt que peut avoir la classe ouvrière à s'attacher au développement historique ?

Les analogies des directions suivies par le capitalisme dernier cri et son successeur ?

Et cette conclusion qui perce tout au long du journal que ce n'est pas la révolution libératrice que traverse l'U.R.S.S. mais un prolongement historique du capitalisme. Pas d'antithèse — un perfectionnement.

L'utilité du livre sera d'avoir — par un témoignage scrupuleux et libre — fait toucher du doigt l'inexcusable ignorance de la réalité soviétique dans laquelle nous vivons et l'urgence de problèmes que nous hésitons toujours à aborder. — M. Yvon.

Les Congrès feront-ils l'unité ?

L'unité syndicale sortira-t-elle des deux Congrès confédéraux ?

Si sa reconstruction n'était l'affaire que des syndiqués; si la « voix de la base » — qu'on invoque si souvent mais qu'on écoute si peu — pouvait avoir enfin la chance d'être entendue; si, en particulier, les travailleurs des services publics, si durement frappés par les décrets-lois, pouvaient décider eux-mêmes, alors, pas le moindre doute : l'unité se referait sans tarder.

Mais la question, au moment où j'écris, c'est-à-dire avant les Congrès, reste entre les mains des états-majors. Qu'est-ce qui les sépare encore ? Bien difficile de le savoir. Un épais brouillard entoure leurs discussions. Même quand on a lu la sténographie de leurs longues entrevues, il n'est pas commode d'avoir une idée claire.

Ils sont en ce moment divisés sur des questions de procédure. Apparemment tout au moins. Ces questions seront-elles réglées d'ici les Congrès ? Seront-elles réglées par les Congrès ? Personne ne sait de quoi demain sera fait.

La C.G.T.U. paraît avoir renoncé à son système de commissions mixtes — que Charbit condamnait avec raison dans le dernier numéro. Elle demande que les deux Congrès soient suivis de la fusion des syndicats, unions et fédérations. Une seule et même carte serait éditée pour 1936. En mars 1936, se tiendrait le congrès de couronnement des fusions, le grand Congrès d'unité. Tel est du moins l'essentiel du document publié par l'*Humanité* du 14 septembre.

Le bref communiqué signé des deux délégations nous informe que « l'accord n'a pu se réaliser sur certains des points en litige ». Quels points? Nous ne sommes pas dans le secret des dieux, mais il est visible que les dirigeants de la C.G.T. n'acceptent pas :

1° La direction en commun du mouvement syndical par les dirigeants des deux C.G.T. jusqu'au congrès d'unité de mars 1936;

2° Le droit pour ce congrès de se saisir de « toutes les questions ayant trait au fonctionnement d'une centrale syndicale », et, en particulier, de désigner lui-même la nouvelle commission administrative et le nouveau bureau confédéral.

L'opposition des dirigeants de la C.G.T. à la direction commune jusqu'en mars 1936 pourrait, semble-t-il, disparaître, du fait qu'au lendemain des deux présents congrès se ferait la fusion générale des syndicats, unions et fédérations. En effet, les fusions étant accomplies, l'unité étant refaite à la base, on n'aurait plus à craindre qu'un désaccord au congrès de couronnement des fusions ne vienne remettre l'unité en péril. Mieux vaudrait donc ne pas persister à s'opposer à une idée vraiment unitaire : quand on invite les syndiqués à s'entendre à la base, va-t-on leur dire qu'on ne peut s'entendre entre dirigeants, au sommet?

Le second point de désaccord est plus sérieux, plus important. Il s'agit de savoir comment fonctionnera la C.G.T. une fois l'unité refaite, et qui dirigera la C.G.T. La décision à prendre engage l'avenir.

Je ne crois pas déformer la position des dirigeants de la C.G.T. en écrivant qu'ils envisagent le congrès extraordinaire comme l'acte final de la reconstruction de l'unité, mais qu'ils entendent limiter là son rôle. Pour eux, c'est le comité national confédéral qui doit prendre les décisions relatives au fonctionnement intérieur de la C.G.T. C'est notamment lui qui doit continuer à élire la commission administrative et le bureau confédéral. Il en est ainsi dans la C.G.T. depuis longtemps.

Monatte nous le rappelait récemment. C'est depuis 1902, depuis le congrès de Montpellier — *c'est-à-dire depuis la réalisation de l'unité* — que l'élection du bureau confédéral s'opère au deuxième degré.

Est-ce un bien? Est-ce un mal? Les militants ont voulu se réserver le droit de choisir leurs secrétaires. Il est certain que l'élection de ceux-ci par le congrès comporte quelque danger, ne serait-ce que de voir, à la faveur d'un mouvement de séance, préférer le beau parleur à l'organisateur, le brillant au solide. Mais l'organisation et le fonctionnement du Comité national confédéral d'aujourd'hui sont fort loin d'être les mêmes que par le passé. On a vu se substituer à la conception de la liberté pour chaque fédération et union de défendre son point de vue au sein du comité confédéral l'obligation pour les fédérations et pour les unions de se considérer strictement comme des administrateurs de la C.G.T. Il semble que, peu à peu, le bureau confédéral, à l'origine émanation des unions et des fédérations, soit devenu un organisme supérieur à celles-ci, qu'unions et fédérations soient peu à peu devenues des subordonnées, et qu'en définitive, l'élection du bureau confédéral soit assurée par le bureau confédéral lui-même. Si je me trompe, les camarades délégués des unions et des fédérations au comité confédéral rectifieront, je n'en doute pas.

Il faudrait examiner la question de près, avec le désir de démocratiser le système. Est-ce que cet examen peut être fait par le congrès d'unité? Normalement oui. De même que le congrès d'unité de Montpellier a établi les statuts de la C.G.T., le congrès de reconstitution de l'unité, après plus de treize années de scission, devrait mettre au point, mettre à jour, moderniser les statuts de la C.G.T. enfin refaite.

Seulement, les esprits sont ailleurs, pour le moment, et, moins que toutes autres, les questions de statuts ne sauraient être livrées à l'improvisation.

Les dirigeants de la C.G.T.U., dans l'intérêt même de l'unité, ne pourraient-ils accepter le *statu quo* si l'engagement était pris d'inscrire

la revision des statuts confédéraux à l'ordre du jour du prochain congrès confédéral ordinaire? Ils le pourraient. Certes, à la C.G.T.U., c'est le congrès qui élit la commission exécutive. Seulement, l'opération se borne à ratifier à main levée la liste officielle présentée par le bureau confédéral sortant. Sur cette liste officielle, n'est pas candidat qui veut. Et on peut même être candidats sans le vouloir, et être élus sans être candidats. C'est ainsi qu'en 1929 Engler et moi nous fûmes incorporés à la C.E. confédérale. On peut aussi faire fonctionner la commission exécutive dans des conditions telles que rien de ce qui touche réellement à la direction de la C.G.T.U. ne lui soit soumis. Pendant nos deux années de mandat, on ne réunissait la C.E. de la C.G.T.U. que lorsque l'autorité supérieure jugeait nécessaire un débat de tendance, ou même un match de boxe.

A la C. G. T. U., une fois nommée par le congrès, la commission exécutive se réunit. Entre eux, les élus de la liste officielle élisent le bureau. Puis celui-ci est soumis à la ratification du congrès. Ratification toujours à main levée. Mais il arrive qu'entre deux congrès le bureau soit modifié. Il arrive même qu'on augmente le nombre des secrétaires sans en référer à la commission exécutive.

Les apparences mises de côté, y a-t-il plus de démocratie dans le fonctionnement intérieur de la C.G.T.U. que dans celui de la C.G.T. ? C'est douteux. Je pense même qu'il y en a moins. Non seulement à cause des fractions communistes. Mais n'a-t-on pas supprimé les unions départementales, et, ce faisant, ramené de 90 à 30 les représentants des unions dans le comité confédéral unitaire? Et, en constituant les unions régionales, ne leur a-t-on pas imposé l'obligation d'avoir des secrétaires « d'accord avec le centre »? Que si! Il fallait voir comment étaient traités les secrétaires des fédérations minoritaires dans les C.C.N. Pire que ne le furent dans la C.G.T. les confédérés des « 22 ».

Non, la reconstruction de l'unité syndicale ne peut être subordonnée à des questions de procédure, ni retardée par elles. Les événements nous pressent. Il faut faire l'unité à tout prix. Jamais nous n'avons été aussi près de l'unité. Si les congrès ne la faisaient pas, la déception serait terrible.

M. CHAMBELLAND.

Le « tournant » du Cartel Confédéré des Services publics

Dernières réponses à notre enquête

Nous publions ci-dessous les dernières réponses à l'enquête que nous avions ouverte le 10 *août. Nous avons publié déjà un certain nombre de réponses dans nos numéros* 204, 205 *et* 206.

Jean Barrué (*des professeurs de lycée*)

Le manifeste du Cartel confédéré, les débats du congrès du S.N., faisant suite au rassemblement-cohue du 14 juillet, conduisent tout droit le syndicalisme aux pratiques électoralistes. C'est au moment précis où les « chefs » ergotent et dissertent sur l'indépendance du syndicalisme qu'ils lient le mouvement syndical à une coalition radicalo-socialo-communiste sans programme précis et qui, à défaut d'idées nettes, a des appétits bien aiguisés.

Je pense d'ailleurs que les organisations syndicales régulièrement consultées eussent, à une forte majorité, ratifié ce tournant pitoyable... Inutile de dire que la substitution de l'action politique à l'action syndicale et du bulletin de vote à l'action directe n'amènera que déceptions et désastres. Encore une fois le syndicalisme fera les frais des jeux de politiciens irresponsables et cent fois compromis.

Tout au plus devant la marée montante d'un électoralisme béat qui n'a rien appris... et tout oublié, convient-il de limiter les dégâts. Arrivera-t-on à obtenir que l'organisation syndicale unique (pauvre unité née des palabres des chefs, des voyages de Laval, des pirouettes de Staline et des embrassades Daladier-Blum-Thorez!) conserve assez de liberté pour peser sur un gouvernement de front populaire et ne pas s'intégrer définitivement dans l'Etat? Un vœu aussi modeste... c'est peut-être trop demander!

Pour ceux qui depuis des années ont défendu la cause de l'unité syndicale et tenu bon sous les injures des purs et les sarcasmes des réformistes, la tâche est claire : tout est à reprendre à la base. Puisque quinze ans de « politisation » ou de « collaboration » ont passé sans laisser dans les esprits autre chose que le désir de « remettre ça », il nous faut devenir les propagandistes inlassables des principes les plus élémentaires du syndicalisme, je veux dire : indépendance et action directe quel que soit le parti au pouvoir, quelle que soit la forme de l'Etat.

Ce qu'auraient dû faire les organisations de fonctionnaires? Je ne veux point donner de conseils ni jouer au pontife. Comme Hérard, je pense que toute la tactique syndicale actuelle devait aboutir à cette capitulation du syndicalisme devant l'électoralisme. Sinon, je crois que la seule action efficace eût été l'application du principe : à mauvais salaire, mauvais travail, la désorganisation des rouages de l'Etat, le sabotage de l'Etat. Mais allez donc demander là-dessus l'avis de la demi-douzaine de petits bonshommes qui, dans le Front Populaire, rêvent avec béatitude de devenir « futur ministre du Travail »!

◇◇◇

E. Ploncard (*des cheminots du P.-L.-M.*)

Il est grand temps de réagir si on ne veut pas laisser mourir le mouvement syndical.

La riposte des organisations syndicales contre les décrets-lois est à mon sens insuffisante.

Les chefs d'organisations (C.G.T., C.G.T.U., fédérations) ne seraient-ils pas à la hauteur de la situation ? Ont-ils peur de la répression, ou y a-t-il manque de confiance réciproque entre la base et le sommet? Voilà un point qu'il faudra étudier très attentivement avant et pendant les deux congrès confédéraux.

Je me permettrai d'ajouter que les décrets-lois ne sont pas tombés du ciel sans que nos centrales syndicales en aient eu vent ! Il eût donc fallu préparer la riposte avant de se trouver devant un fait acquis. C'est dans les 24 ou 48 heures que cette riposte aurait dû se produire. L'éventualité de la grève générale ? Je me range tout

à fait à l'avis autorisé de notre ami L. Hérard. Le manifeste du cartel confédéré des services publics, je le regrette en tant que syndicaliste, mais il ne me surprend pas. Ne pourrait-on lui opposer la résolution des camarades confédérés du gaz de banlieue?

Enfin, Lebas l'a dit: « Cette Chambre est morte », et c'est vrai; dans ces conditions, ne nous laissons pas trop illusionner sur les possibilités d'action des locataires du Palais Bourbon et de la maison de retraite du Luxembourg.

Quant à l'orientation prise par nos camarades des services publics, je n'ai qu'un mot à dire : c'est que le sommet aurait tout au moins dû consulter la base en réunissant un congrès extraordinaire avec cette seule question à l'ordre du jour. Quel que soit le gouvernement au pouvoir, l'action du syndicalisme doit rester directe.

◇◇◇

P. Turpin (*instituteur*) Des décrets-lois du 17 juillet, le contenu est inique, plus encore par la prétendue « égalité » dans le « sacrifice » que par le taux élevé des prélèvements.

Tout le monde est d'accord là-dessus.

Ayant été imposés au pays par la haute finance, appuyée sur les ligues, ces décrets constituent par excellence, conséquence directe du coup d'Etat du 6 février, des mesures fascistes. Il faut voir en eux une *victoire fasciste*.

Comme tels, ils appelaient une violente riposte de toutes les forces ouvrières.

La C.G.T. n'a pratiquement rien fait.

Pouvait-elle faire quelque chose? J'en doute.

Il y a la crise, le chômage, pléthore de candidats fonctionnaires, les vacances, etc., mais ce ne sont pas là les obstacles réels à son action. Le 12 février 1934, la situation, vacances des instituteurs mises à part, n'était pas si différente et elle a, quand même, lancé l'ordre de grève.

Mais ce 12 février, la C.G.T. pouvait avec chance de succès faire appel à *tous*, car le geste était symbolique et tous les salariés des services publics et de l'industrie pouvaient indistinctement se sentir menacés.

Il n'en est pas de même aujourd'hui ou seuls, en apparence du moins, les services publics sont atteints.

Il est douteux que les salariés de l'industrie privée aient marché dans un mouvement d'ensemble.

Les fonctionnaires ont-ils jamais tenté quelque chose de sérieux pour empêcher la baisse des salaires dans l'industrie privée? Non.

La C.G.T. a-t-elle jamais provoqué ce vaste mouvement englobant *tous* les travailleurs et qui aurait indiqué l'étroite solidarité qui, sans distinction de profession, unit ceux qui travaillent, pour la défense de leurs conditions de vie? Pas davantage.

Qu'on le veuille ou non, il y a entre les salariés de l'industrie privée et ceux des services publics un fossé et bien aveugle celui qui ne veut pas le voir. Au sein même de la C.G.T., les traitements ne sont-ils pas différents?

Un exemple : les instituteurs ont-ils quelquefois été invités à faire grève le 1er mai?

Jamais. Pourquoi?

La faiblesse actuelle du mouvement réside, en partie, mais surtout, dans cette division.

C'est la conséquence fatale de la politique des états-majors confédéraux qui, en fait, ont créé un régime de faveur pour les syndicats de fonctionnaires dont ils ont endormi les membres par la pratique constante de la collaboration.

Et cela pour attirer la masse cotisante.

A mon sens, il y a de la part du Cartel des services publics confédérés une formidable et dangereuse erreur de porter la lutte sur le terrain politique, car...

1° La méthode et les résultats sont aléatoires : il est douteux que le suffrage universel, dont on connaît l'intelligence, bouleverse le rapport des partis dans les proportions nécessaires;

2° Le parti radical a toujours renié son programme, c'est dans sa tradition et il ne semble pas qu'il veuille en changer;

3° Il y aura le cas échéant le veto du Sénat conservateur avec lequel il faudra compter;

4° Nous faisant plébisciter, si le Front populaire est en minorité, c'est la ruine totale des syndicats qui seront à la merci des gouvernements à venir... Suprême danger.

Pour être fort, le syndicalisme doit rester lui-même, indépendant des partis et de l'Etat. Il doit lutter avec les armes qui lui sont propres sans en rejeter aucune.

◇◇◇

M. Coudrin (*P.T.T.*) 1° Depuis un mois, on savait que Laval et ses ministres préparaient une nouvelle charrette de décrets-lois. On savait que le gouvernement s'engagerait à fond dans la voie de la déflation, on savait, comme toujours, que les petits seraient frappés et que les gros seraient protégés, on savait que la déflation faisait le lit du fascisme. Par conséquent, il me semble que nos dirigeants syndicaux auraient pu préparer, eux, la riposte du prolétariat et plus particulièrement des fonctionnaires. La première chose qu'ils devaient faire, c'était de se mettre immédiatement d'accord pour fixer la date de la réalisation de l'unité syndicale et de sceller, en attendant, une unité d'action solide. De sorte que, au lieu d'attendre trois jours pour faire la manifestation de l'Opéra, celle-ci aurait pu avoir lieu le jour ou le lendemain de la signature des décrets-lois.

Comme première réaction à une attaque de cette importance, une grande manifestation de rue, bien organisée et bien préparée, aurait été très bien, à condition de ne pas en rester là et d'avoir prévu et préparé d'autres manifestations et d'autres moyens de lutte jusques et y compris la grève générale. Mais si la manifestation de l'Opéra fut réussie grâce au nombre des manifestants, elle fut loupée quant à l'organisation, elle manquait totalement de direction. J'ai vu un brigadier charger seul trois ou quatre cents manifestants qui se sauvaient comme des moineaux. Ceci n'arriverait pas s'il existait des milices de défense syndicale qui encadreraient et dirigeraient les manifestations et qui, en cas de grève, renforceraient les piquets de grève locaux. Il était utile aussi d'avoir les chauffeurs de taxis avec nous ou tout au moins d'avoir différents véhicules pour créer de l'embouteillage.

La riposte des organisations syndicales fut jusqu'à maintenant nettement insuffisante et trop longue à se mettre en mouvement.

2° Le syndicalisme et l'action syndicale doivent toujours rester indépendants de tous les gouvernements et formations politiques présents et futurs. Cela ne peut empêcher, à mon avis, que les organisations syndicales ne cherchent à obtenir des résultats par la politique. Par exemple: si la C.G.T. avait exigé pour adhérer au Front Populaire que celui-ci ait un programme conforme à l'intérêt du prolétariat et que le mot d'ordre principal du défilé tricolore du 14 juillet ait été « A bas la déflation! » et

si elle avait exigé que tous les partis, groupements et personnalités du Front Populaire prennent nettement et publiquement position contre la déflation, il me semble que la situation aurait été bien différente.

En tout cas, la mystique du « Front Populaire », tel qu'il est et l'espérance d'un gouvernement de gauche, qui agirait pour le prolétariat, n'illusionneraient personne et les radicaux n'auraient pas un pied dans le Front Populaire contre le fascisme et un autre dans le gouvernement de déflation et de préfascisme.

Les positions seraient nettes et ça serait déjà quelque chose; le prolétariat saurait qu'il ne doit compter que sur lui-même et sur son action de classe. Tandis que maintenant, grâce aux deux C.G.T. et aux partis socialiste et communiste, il y a pas mal de syndiqués qui comptent sur un gouvernement du Front Populaire pour abroger les décrets-lois et manger de la brioche.

◇◇◇

U. Thévenon (*des Instituteurs*) Vous avez bien fait d'envoyer un nouveau questionnaire après les décrets-lois et après la parution du manifeste du Cartel des services publics.

Les deux points de votre questionnaire sont liés.

Il est bien évident qu'à la fin juillet une importante fraction des fonctionnaires, celle qui suit de près les Lacoste-Delmas, n'était pas disposée à la riposte. Dans notre propre section, à la tête, on ne croyait même pas possible une manifestation importante à Saint-Etienne. Les fonctionnaires étaient trop heureux pour la plupart d'avoir vu surgir le Front Populaire qui apportera tout prêt ce qu'il eût été très dur d'arracher soi-même.

Se mélanger à une masse qui suit des drapeaux tricolores et chante la « Marseillaise », voter Front Populaire, ce sont là des efforts à la portée de tous. Comme les chefs eux-mêmes ont fait comprendre par tous les moyens que l'essentiel était de porter au pouvoir une nouvelle équipe gouvernementale, il était naturel qu'on fût porté à temporiser et à ne pas gâcher, par des gestes brusques et violents, la campagne pré-électorale. Ici, j'ouvre une parenthèse pour signaler un fait qui montre combien le souci de ne pas nuire au Front Populaire peut éloigner de l'action.

Le 12 juin 1934, les Croix de Feu organisaient leur première réunion officielle à Saint-Etienne dans un théâtre. Aussitôt indignation du côté ouvrier. Tandis que les uns vont demander l'interdiction de la réunion, les autres préparent la riposte. L'interdiction n'ayant pas été obtenue, le maire radical est traité de traître... et les ouvriers ripostent vigoureusement, ainsi que la *R.P.* l'a relaté alors.

Cette année, au lendemain des élections qui portent à l'Hôtel de Ville une municipalité de Front Populaire, où les communistes comptent 14 conseillers et détiennent les postes d'adjoints les plus importants, les Croix de Feu veulent renouveler leur provocation, qui cette fois est bien plus intolérable puisque le peuple de Saint-Etienne vient d'affirmer officiellement son opposition au fascisme. La municipalité a connaissance de la tenue de la réunion-manifestation du dimanche, dès le vendredi après-midi. Que fait-elle? Les élus communistes, au moins, vont-ils relever le défi? Un simple appel du nouveau conseil suffirait à mobiliser des milliers de personnes et à empêcher le rassemblement fasciste. Mais le nouveau Conseil ne fait rien, et comme il est l'expression même du Front Populaire, le Comité antifasciste ne fait rien pour « *ne pas gêner la nouvelle municipalité* ».

Nationalement, le Front Populaire n'est pas au pouvoir, mais il se prépare à prendre le pouvoir et il est bien compréhensible que les fervents du Front Populaire pour la « prise légale du pouvoir » n'aient même pas songé à l'action directe qui pouvait être gênante et enrayer l'élargissement du Front Populaire vers la droite.

Si une importante fraction des fonctionnaires n'a pas songé à réagir, les dirigeants de la Fédération des Fonctionnaires et du Cartel des Services publics en sont donc responsables pour une bonne part. Ne croyant pas eux-mêmes à l'efficacité d'une opposition directe énergique à la politique de déflation, persuadés et s'étant surtout efforcés de persuader leurs troupes que la seule action efficace contre les décrets-lois était de provoquer un vaste rassemblement pour porter au pouvoir une équipe amie, l'atmosphère ne pouvait plus être favorable à une riposte énergique.

Il en eût été différemment si les dirigeants avaient porté leurs efforts sur la préparation d'une action directe.

La preuve nous la trouvons dans le succès des manifestations de la place de l'Opéra et de province, et surtout dans la magnifique riposte de Brest, puis dans celle de Toulon. Si la région de Brest pouvait se dresser vigoureusement contre les décrets-lois, d'autres pouvaient le faire. Il fallait seulement avoir la volonté d'agir. On pouvait faire mieux que ce qu'a préparé le Cartel, puisqu'il a été fait mieux que ce qui avait été prévu. On pouvait demander un geste à tous les fonctionnaires et travailleurs des services publics, en rapport avec les conditions de lutte des diverses catégories, le soutien des catégories susceptibles d'action plus étendue étant organisé préalablement. On ne l'a pas voulu et on ne l'a pas tenté ni préparé. C'est le premier résultat de la mystique Plan-Front Populaire selon Lacoste-Duret.

Ce n'est pas le dernier. Même avant les élections de 1936, nous assisterons à des reculs pour raisons de haute stratégie, afin de ne pas nuire à la campagne électorale du Front Populaire, même dans l'industrie privée. Puissent les militants sincères y trouver des raisons de prudence dans leur participation au Front Populaire et œuvrer pour ne pas laisser aller notre mouvement syndical à des déviations qui pourraient être funestes.

Nous ne sommes pas *a priori* hostiles au Front Populaire; nous y participons même parce que nous voulons qu'il s'oriente vers l'action contre les ligues fascistes et que nous pensons qu'il pourrait ainsi redonner confiance aux désabusés et aux hésitants. Mais nous ne voulons pas qu'il soit un simple moyen de pousser Daladier-Blum-Cachin au pouvoir. Libre aux partis de prendre à leur compte nos revendications et de recruter des électeurs parmi nos adhérents ou les travailleurs qui nous accordent leur confiance; libre à eux de constituer le gouvernement de salut public — s'il n'est pas plutôt le gouvernement de l'inflation ou de la guerre — réclamé par Delmas, mais les syndicats doivent rester à l'écart de toutes les manigances pré-électorales ou gouvernementales.

Notre besogne reste ce qu'elle a toujours été : préciser les revendications des travailleurs, les défendre devant les patrons, devant l'Etat, devant les partis, devant le Front Populaire, et ensuite organiser nous-mêmes l'action pour les faire aboutir, sans écarter naturellement l'appui que des forces voisines voudraient bien nous apporter.

Ce faisant, nous n'entravons en aucune manière les efforts de ceux qui envisagent l'accès au gouvernement, nous sommes mieux à même de secon-

der leur tâche quand elle sera orientée dans le sens de nos intérêts et nous conserverons aux travailleurs des raisons d'espoir pour le cas où l'expérience échouerait.

Il est un peu piquant d'entendre des dirigeants des fonctionnaires défendre véhémentement l'indépendance du mouvement syndical dans le même temps où ils font ce qui est en leur pouvoir pour engager la C.G.T. dans l'action électorale et vers la participation gouvernementale.

Il faudrait en finir avec cette confusion qu'on a si bien su entretenir chez les fonctionnaires. Le Congrès de la C.G.T. doit préciser sa position sur ce point délicat. Il ne doit pas se contenter d'attendre comme Vivès que les événements nous départagent; il doit dire dès maintenant si oui ou non la C. G. T. participera à un gouvernement de Front Populaire. Nous espérons que les vieux militants ouvriers sauront réagir avec plus de vigueur que les militants fonctionnaires, trop enclins à ne pas s'écarter des directives du sommet et bien plus préoccupés de faire comprendre et accepter le point de vue des chefs aux syndiqués que de traduire le point de vue de la base.

Le conflit italo-éthiopien

A propos d'une conférence de Paul Louis et de Doriot à Saint-Denis

Une assemblée d'information sur le conflit italo-éthiopien, organisée par le P.U.P. et le rayon communiste majorité, s'est tenue mardi 17 à Saint-Denis. Trois orateurs y ont pris la parole, Paul Louis, un camarade italien socialiste maximaliste et Jacques Doriot.

Nous avons entendu d'excellentes choses sur ce conflit, entre autres les dangers de guerre mondiale qu'il comporte. Paul Louis nous a brossé un bon tableau des contradictions impérialistes et montré tout particulièrement que les difficultés dans lesquelles se débat le fascisme italien le poussent à une politique de conquête, à la guerre.

Le camarade italien a rappelé les atrocités du fascisme italien et prouvé qu'elles dépassaient en horreur, et de loin, la barbarie du féodalisme abyssin.

Jacques Doriot nous a plutôt parlé d'un conflit anglo-italien que d'un conflit italo-éthiopien. Sans doute était-il intéressant de saisir sur le vif la duplicité capitaliste, et particulièrement celle de l'Angleterre, passée maître en fait de tromperie. Le rappel des époques où elle faisait des promesses à l'Italie est très suggestif. Elles coïncident toujours avec les moments où l'Angleterre était en difficultés : 1891, 1906, 1915.

Promettre et ne pas tenir, c'est dans l'ordre impérialiste, mais parce que l'Angleterre et la France ont promis et n'ont pas donné à l'Italie sa part du gâteau colonial, s'ensuit-il que Mussolini est en droit de réclamer l'Abyssinie ?

Aucun des orateurs ne l'a dit, mais à voir l'ardeur mise par Doriot à faire du conflit italo-éthiopien surtout un conflit anglo-italien, après avoir entendu l'ordre du jour soumis à l'assemblée, s'il ne s'ensuit pas positivement que l'on reconnaît à Mussolini sa part du gâteau colonial, on croirait que mettre obstacle à ses visées ce serait marcher vers une guerre mondiale, et d'ores et déjà on est disposé à faire la part du feu alors que l'on pourrait empêcher que le feu ne soit mis. L'ordre du jour de la conférence de Saint-Denis livre l'Ethiopie à l'Italie. Car enfin les camarades croient-ils qu'il suffise de *regretter* que la bourgeoisie française donne son argent à Mussolini, même s'ils se déclarent décidés à empêcher l'envoi des munitions en Italie pour empêcher la guerre italo-éthiopienne.

Le fait que la Russie ravitaille le corps expéditionnaire italien en Erythrée en orge et en blé, n'enlève rien aux responsabilités de la classe ouvrière française dans ce conflit. Et les mesures préconisées par l'ordre du jour de l'assemblée d'information de Saint-Denis laissent entier le problème abyssin.

Il y a pourtant dans ce conflit un atout formidable pour la classe ouvrière. Et je pensais que les orateurs de Saint-Denis, au lieu de le mépriser, l'auraient au contraire mis en valeur : c'est l'atout de l'impérialisme anglais. Oui je sais bien, on va nous accuser de faire son jeu, alors qu'en réalité cet atout ferait le jeu du prolétariat, surtout colonial, si les travailleurs européens ne sont pas contaminés par le virus colonialiste.

Imaginez-vous un moment que vous soyez sujet du Négus et en passe de devenir esclave de Mussolini. Ne seriez-vous pas content, sinon heureux de voir l'Angleterre dire à Mussolini : « Bas les pattes ! »

Quelles que soient les raisons qui poussent l'Angleterre à gêner Mussolini — et des révolutionnaires ont le droit et le devoir de savoir qu'elles ne sont pas désintéressées — il est un fait, c'est que l'Angleterre s'est fait, dans une grande mesure, le champion de l'indépendance abyssine.

Oui je sais que le comité des cinq s'apprête à dépecer l'Ethiopie mais de ce dépècement, la France de Laval porte une grande responsabilité.

Nous n'avons pas à savoir avec Doriot si l'Angleterre a manqué à ses engagements vis-à-vis de la S.D.N. en signant un accord naval avec l'Allemagne. Dans le conflit italo-éthiopien, — et cela seulement nous intéresse pour le moment — si la France s'était dressée résolument à côté de l'Angleterre, Mussolini aurait reculé et l'indépendance abyssine ne serait pas, aussi compromise qu'elle l'est en ce moment.

Est-il trop tard pour empêcher qu'à la domination féodale sur le peuple abyssin ne vienne s'ajouter la domination impérialiste ? (car c'est là le résultat de la soi-disant civilisation pour les colonisés — l'addition de deux dominations).

Nous, nous ne le pensons pas, à la condition d'employer d'autres armes que des ordres du jour qui sont, en même temps que des manifestations d'impuissance, des gestes à la Ponce-Pilate.

La F.S.I. et l'I.O.S. se sont prononcées résolument pour des sanctions contre l'Italie en cas de guerre en Ethiopie. Au sein des Trade-Unions un fort courant irait même jusqu'à la guerre contre l'Italie.

Pourquoi ne pas provoquer un congrès ouvrier de Suède, Norvège, Danemark, Angleterre, France pour examiner les moyens de faire reculer Mussolini ? Car, enfin, il ne doit pas être nécessaire de faire la guerre à l'Italie pour cela.

Si par exemple une vaste campagne de meetings était faite en France contre l'envoi d'argent et de munitions à l'Italie, et mettant notre gouvernement dans l'obligation ou de se démettre ou de se ranger aux côtés de l'Angleterre, si en même temps que le blocus des armes et de l'argent, on s'interdisait tout commerce avec l'Italie, y compris le refoulement des sans-travail des classes mobilisables, si parallèlement on pourvoyait les nègres d'argent et de munitions, Mussolini ne serait-il pas obligé de céder ?

Et par la vitesse acquise, ce mouvement serait un garant de l'indépendance éthiopienne, contre le comité des cinq lui-même.

La répercussion morale serait considérable. Elle ferait beaucoup pour le rapprochement des travailleurs européens avec les peuples coloniaux et donnerait à ceux-ci plus d'assurance dans la lutte contre les oppresseurs, les nôtres aussi, camarades de Saint-Denis. Car ce qu'il ne faut pas oublier, c'est que dans la mesure où nous lutterons pour la défense des peuples coloniaux nous nous ferons des alliés ou des ennemis de ces peuples, que nous trouverons avec ou contre nous quand nous serons prêts pour la révolution.

J.-P. FINIDORI.

ENTRE NOUS

Malgré notre désir et nos efforts, ce numéro n'arrivera pas chez nos abonnés avant les congrès confédéraux. Il sera tout juste prêt pour l'ouverture de ceux-ci.

Dans le prochain numéro, nous pensons pouvoir donner la physionomie des travaux de ces deux assemblées.

La chasse aux abonnés

Sans doute, à cette occasion, nos amis penseront-ils à nous faire quelques abonnés nouveaux. Il nous faut malheureusement constater que peu nombreux sont les camarades qui recrutent de nouveaux lecteurs pour la *R. P.* Seize abonnements nouveaux en juillet, vingt-cinq en août (y compris le paquet rapporté d'Angers par Charbit) c'est maigre ! Espérons que septembre sera meilleur.

La *R. P.* ne vit que du produit de ses abonnements. Si vous voulez qu'elle vive, et, mieux, qu'elle prospère, faites-lui des abonnés. Donnez-nous des adresses de « possibles ».

Nous réorganisons notre vente au numéro

Depuis longtemps, notre vente au numéro, à Paris, était complètement désorganisée. Avec le concours du camarade Desobry, nous sommes en train de la remettre sur pied. Déjà une dizaine de kiosques ont repris la revue en dépôt. D'autres vont être sollicités. Nous en publierons la liste prochainement.

Les camarades parisiens qui connaîtraient dans leur quartier un marchand de journaux susceptible de mettre en vente la *R. P.* sont priés de nous l'écrire.

Quant aux camarades de province, nous sommes prêts à leur envoyer le nombre d'exemplaires qui leur sera nécessaire pour approvisionner les dépositaires intéressants de leur localité. Deux dépôts nouveaux viennent d'être ainsi créés, à Narbonne et à Montpellier.

En Belgique, la *R. P.* est en vente à l'aubette proche de la Maison du Peuple de Bruxelles.

Nous reprenons les invendus et faisons une remise de 40 % aux marchands de journaux, les numéros vendus étant réglés à 1 fr. 20 l'exemplaire.

Les abonnements nouveaux

Juillet : Paris, 5; Seine-et-Oise, 1; Algérie, 4; Alpes-Maritimes, 1; Finistère, 1; Gironde, 1; Loire, 1; Lot-et-Garonne, 2. — Total : 16.

Août : Paris 7; Ain, 1; Aisne, 1; Bouches-du-Rhône, 1; Charente, 1; Charente-Inférieure, 1; Doubs, 1; Ille-et-Vilaine, 1; Jura, 1; Maine-et-Loire, 2; Morbihan, 2; Loire, 1; Oise, 1; Rhône, 1; Bas-Rhin, 1; Vendée, 2. — Total : 25.

Notre souscription

Juillet : Bavoillot (Paris), 2 fr.; Rouays (Loire), 10 fr.; Mme Baudin (Saône-et-Loire), 10 fr.; Le Barh (Morbihan), 2 fr. 50; Meysenq (Hautes-Alpes), 5 fr.; Lavenir (Rhône), 10 fr.; Martineau (Paris), 10 fr.; Ploncard (Paris), 5 fr.; Fradin (Paris), 30 fr.; Pinty (Alger), 10 fr.; Thomas (Indre), 5 fr.; G. Pelletier (Paris), 5 fr.; L... (Belgique), 5 fr. — Total : 109 fr. 50

Août : Michaut (Yonne), 5 fr.; Simplet (Rhône), 10 fr.; Mlle Bansard (Calvados), 10 fr. — Total : 25 francs.

LA LOIRE NE MARCHE PAS !

Le manifeste du Cartel des services publics a provoqué une réaction spontanée parmi les militants de l'industrie privée. Delmas-Lacoste ne semblent pas devoir réussir à entraîner la C.G.T. dans un rassemblement orienté vers les élections et un changement de gouvernement.

Pour ce qui concerne la région de la Loire, nous avons lu avec plaisir dans le *Peuple* deux articles contre une orientation possible de la C. G. T. vers la participation gouvernementale : un de Gastal, secrétaire de l'U.L. confédérée de Roanne; un de Navant, secrétaire de l'U.L. de Firminy.

La participation gouvernementale a été condamnée également par l'U.L. de Roanne et la C.E. de l'U.D. des syndicats confédérés de la Loire. Ces deux organismes sont décidés à défendre les prérogatives des organisations syndicales contre les empiétements des groupements politiques, à veiller lisons-nous dans l'ordre du jour de Roanne « à ce que les accords circonstanciels découlant des graves événements qui se déroulent depuis plusieurs mois ne conduisent pas le mouvement syndical et la C.G.T. à aliéner leur indépendance et, partant, à diminuer leur puissance d'action en faveur des revendications ouvrières. »

L'U.D. de la Loire s'est prononcée en outre contre la participation directe de la C.G.T. à toute campagne électorale au bénéfice d'une formation politique et contre le cumul de fonctions syndicales et de fonctions politiques qui ne peut se concilier avec l'indépendance du mouvement syndical. — U. T.

Dans notre même collection que le *Précis de Géographie économique* d'HORRABIN, un second volume

paraîtra en octobre

Ce sera :

L'économie capitaliste

PRINCIPES D'ÉCONOMIE POLITIQUE

par **R. LOUZON**

Nouvelle édition de l'ouvrage paru en 1925 à la *Librairie du Travail*, mais largement complétée et sensiblement modifiée

PRIX DE SOUSCRIPTION VALABLE SEULEMENT JUSQU'AU 15 OCTOBRE

10 francs franco

Adresser dès maintenant les commandes ainsi que leur montant à la Révolution Prolétarienne, *54, rue du Château-d'Eau. Chèques postaux : 734-99 Paris.*

Le gérant : M. CHAMBELLAND.

L'COOTYPOGRAPHIE, 11, R. DE METZ, COURBEVOIE. TÉL. 260

Vous ne connaissiez pas

la Révolution prolétarienne

REVUE BIMENSUELLE SYNDICALISTE RÉVOLUTIONNAIRE

« L'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes. »

Lisez les **numéros de propagande** que nous vous envoyons gratuitement.

Nous sommes des syndicalistes révolutionnaires, et nous voulons la RENAISSANCE DU SYNDICALISME d'action et d'indépendance qui faisait, avant la guerre, la force de la C.G.T.

Nous voulons l'UNITÉ SYNDICALE, indispensable contre le fascisme et contre la guerre.

Ni parlementarisme, ni fascisme, Tout le Pouvoir aux Travailleurs !

Tout le Pouvoir au Syndicat !

Si notre mouvement ne vous intéresse pas, écrivez-nous d'arrêter nos envois.

S'il vous intéresse,

abonnez-vous sans tarder !

(Conditions d'abonnement d'autre part).

A lire :

HENRY POULAILLE

LE PAIN QUOTIDIEN

(1903-1906)

Un volume : **15** FRANCS (Grasset)

Les Damnés de la Terre

(1906-1910)

Un volume : **18** FRANCS (Grasset)

RAPPEL : Ils étaient quatre. — Ames neuves. — L'Enfantement de la Paix. — Charlie Chaplin. — Le Train fou. — Nouvel Age littéraire.

A PARAITRE : Le Feu sacré (1911-1915).

Les éditions de la « Fenêtre Ouverte »
36, Rue Ernest-Renan, Issy-les-Moulineaux (Seine)

Roger DENUX

LE MAGISTER

ROMAN 15 francs

Régis MESSAC

QUINZINZINZILI

ROMAN DE L'HYPERMONDE

12 francs — Rappel *A Bas le Latin* 5 francs

L. DIGAT

Pour l'Unité Syndicale

Une brochure de 120 pages, éditée par le Syndicat national des Agents des P.T.T., 211, rue Lafayette, Paris-10e.

Magdeleine PAZ

La Défense de la Pensée et le Congrès International des Ecrivains

(L'AFFAIRE VICTOR SERGE)

Une brochure : 1 FRANC. En vente à la *R.P.*

VIENT DE PARAITRE

ROSA LUXEMBOURG

L'ACCUMULATION DU CAPITAL

CONTRIBUTION A L'EXPLICATION ÉCONOMIQUE DE L'IMPÉRIALISME

TRADUCTION ET PRÉFACE DE MARCEL OLLIVIER

TOME I — 1 volume : **12** francs

ÉDITIONS DE LA LIBRAIRIE DU TRAVAIL, 17, RUE DE SAMBRE-ET-MEUSE, PARIS-Xe
Chèques postaux PARIS 43-08

SUR LA GUERRE DE 1914

JEAN PONS
Agrégé de l'Université
professeur d'histoire au lycée de Rabat

Les Origines de la Guerre mondiale

Essai de synthèse sur les relations internationales de 1871 à 1914, avec photographies cartes, et un dessin de Duvignaud

Un volume : 15 francs

ÉDITIONS MONCHO, rue de la Mamounia
Rabat (Maroc)

◇◇◇

FÉLICIEN CHALLAYE

Les Responsabilités russes et françaises

Une brochure : 1 franc

En vente chez l'auteur : 55, rue Lamarck, Paris-18e. Chèques postaux Paris 1.283-74.

ÉDITIONS DE LA JEUNESSE

Pour les petits :

La petite Princesse de l'Eau, par Th. Rothman (adaptation de F. Combot), 2 br. à 1 fr. l'une ou 1 vol. broché... 2 »
Margot (histoire véridique d'une pie apprivoisée), par l'école publique de filles de St-Montant (Ardèche), 1 br.. 1 »
Enfance (Les champs, les bois, la carrière), par Louis Praneuf (ill. de Pierre Rossi), 2 br. à 1 fr. l'une ou 1 vol. br..... 2 »
Tony l'assisté, par C. Freinet (ill. de P. Rossi), 2 br. à 1 fr. l'une ou 1 vol. br. 2 »
Au pays des nains et des fées, par Hénensal (ill. de P. Rossi), 2 br., l'une.. 1 »
Les trois souhaits de Babette, par Fanny Clar (ill. de R. Diligent), 1 br.... 1 »
Le petit chien gris, le rosier, contes de Hermynia Zur Mulhen, ill. par P. Rossi (trad. de Paul George), 1 br... 1 »
Contes illustrés, 1 vol. comprenant *Au pays des nains et des fées, Les trois souhaits de Babette, Le petit chien gris et le rosier*, 1 vol. br..... 3 »
Tom le Ramoneur, adapté de Ch. Kingsley par Elsie Masson (ill. de P. Rossi), 1 vol. br..... 2 50
Nanon, Nanette, par Marianne Rauze (ill. de P. Rossi), 2 br. à 1 fr. l'une ou 1 vol. br..... 2 »
Les vacances de quatre enfants, école de Corbelin (Isère) (ill. d'élèves), 1 br. 1 »
Histoires toutes simples, école de Ste-Marguerite (Htes-Alpes) (ill. d'élèves), 1 br. ..... 1 »
Les aventures de Munchhausen, trad. de l'allemand par Lucien Roth (ill. de E. Gibert), 2 br. à 1 fr. l'une ou 1 vol. br. ..... 2 »
Le merveilleux voyage de Nils Holgersson, par Selma Lagerloff. Extraits choisis par Jenny Rauzier (ill. de P. Rossi), 2 br. à 1 fr. l'une ou 1 vol. ..... 2 »

Librairie de L'ÉCOLE ÉMANCIPÉE, 26, rue du Temple à Saumur — Chèques postaux : 8126, Nantes